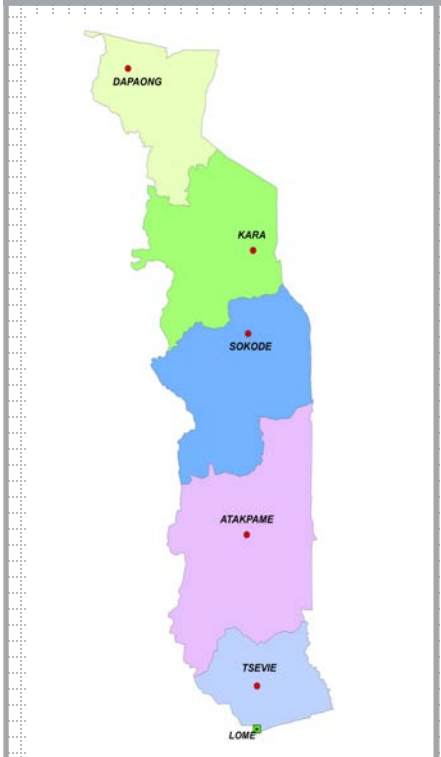
REPUBLIQUE TOGOLAISE

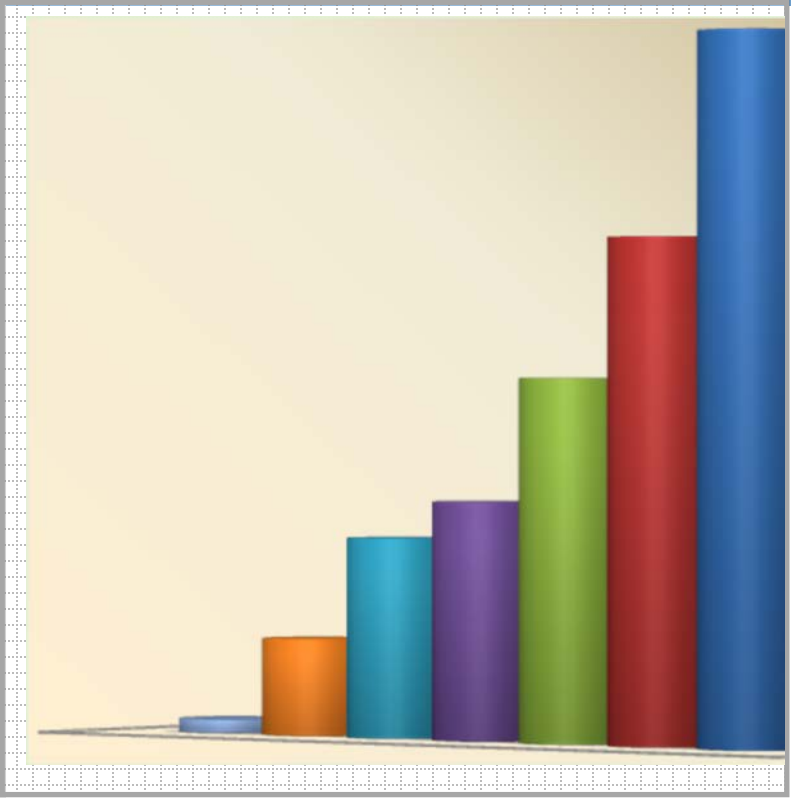
MINISTERE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES
(INSEED)

COMPTES NATIONAUX DU TOGO 2012

COMPTES DEFINITIFS





Juin 2016

COMPTES NATIONAUX DU TOGO
2012

COMPTES DEFINITIFS

FICHE SIGNALETIQUE DE L'ECONOMIE TOGOLAISE

Indicateurs de performance globale de l'économie			
Rubrique	**Libellé**	**2011**	**2012**
Principaux Agrégats *(En Milliards de FCFA, valeur courante)*			
	Produit intérieur brut (PIB)	1 824,9	1 977,5
	Exportations de biens et services	796,3	894,0
	Importations de biens et services	1 176,5	1 170,8
	Formation brute de capital fixe (FBCF)	507,7	504,4
	Consommations finale (CF)	1 735,8	1 793,4
	Epargne brute	312,2	310,9
Agrégat par tête *(En FCFA)*			
	PIB/tête	290 703,5	307 501,5
	CF des ménages/tête	222 974,6	226 945,0
	RDB des ménages/tête	237 126,6	241 039,0
Taux de croissance (%)			
	Taux de croissance réel du PIB	6,4	6,5
	Taux de croissance réel de la CF des ménages	2,5	1,3
	Taux de croissance réel de la FBCF	35,1	-0,5
	Taux de croissance réel des Exportations	21,3	9,7
	Taux de croissance réel des Importations	26,5	-3,6
Indicateurs de structure et autres taux (%)			
	Part de l'informel dans le PIB *(non compris les loyers imputés et services domestiques)*	42,8	40,9
	Taux d'investissement	25,7	23,3
	Taux d'épargne	17,1	12,9
	Taux effectif de prélèvement fiscal	16,2	14,5
Prix			
	Déflateur du PIB (%)	1,3	1,6
	Taux d'inflation (IHPC en%)	3,6	2,7
Echange avec l'extérieur (%)			
	Solde balance des biens et services/PIB	-20,8	-14,0
	Taux de pénétration	39,2	37,2
	Propension moyenne à exporter	0,436	0,452
	Propension moyenne à importer	0,645	0,592
	Taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur	108,1	104,4
	Taux de couverture du commerce extérieur	67,7	76,4
	Termes de l'échange	99,9	99,2
	Capacité/besoin de financement du reste du monde/PIB	1,4	0,1
	Exportations des biens manufacturés/Total exportations	57,7	61,3
Indicateurs de comportement et de participation des sociétés non financières (%)			
	Part salariale	27,2	30,3
	Taux de marge	65,9	68,5
	Part de l'épargne des entreprises dans l'épargne totale	36,3	10,5
	Taux d'investissement	34,9	34,5

Indicateurs de performance globale de l'économie			
Rubrique	**Libellé**	**2011**	**2012**
Indicateurs de comportement et de participation des ménages			
	Propension moyenne à consommer	0,940	0,942
	Part de l'investissement financé par l'épargne (%)	91,5	130,0
	Part de la CF dans le PIB (%)	76,7	73,8
	Investissement des ménages dans l'investissement total (%)	17,3	25,6
Population			
	Population totale *(en millions)*	6,278	6,431
	Population active occupée *(en millions)*	2,425	2,492
	Taux de croissance démographique moyen (%)	2,4	2,4
Ratios (%)			
	Consommation finale des ménages/PIB	76,7	73,8
	Consommation finale publique/PIB	16,9	15,3
	Consommation finale totale/PIB	95,1	90,7
	FBCF Privée/PIB	16,7	18,4
	FBCF publique/PIB	11,1	7,1
	FBCF totale/PIB	27,8	25,5
	Exportations/PIB	43,6	45,2
	Importations/PIB	64,5	59,2

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

SUPERVISION	
Kokou Yao N'GUISSAN	Directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED)
Tchiou ANIMAOU	Directeur de la comptabilité nationale et des études économiques
Kodzo Dodzi HEVI	Chargé de la Division des comptes nationaux et de la prévision

EQUIPE D'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX
Kodzo Dodzi HEVI
Atcharé Kossivi BANDJE
Koffi Mepanou ADOLI
Amey OTCHAKPA
Nouroudine ABDOULAYE
Wiyao DJENGLE
Abravi DUYIBOE
P'lanam Germain FAROUH
Manzama FAWIE
Dadja Tassondi TAZOU
Kodjovi NATOR
Esso-Hanam P. ASSOTI
Kossi ANANI
Komlan S. PADOMNAWE

APPUI TECHNIQUE
AFRITAC de l'Ouest
AFRISTAT

TABLE DES MATIERES

FICHE SIGNALETIQUE DE L'ECONOMIE TOGOLAISE I

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX III

TABLE DES MATIERES IV

LISTE DES TABLEAUX V

LISTE DES GRAPHIQUES V

SIGLES ET ACRONYMES VI

AVANT-PROPOS 1

RESUME 2

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 3

2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2012 4

2.1: FORMATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT SUIVANT LES TROIS OPTIQUES 4
2.2: ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU POINT DE VUE DE L'OFFRE 6
2.2.1. Secteur primaire *7*
2.2.2. Secteur secondaire *9*
2.2.3. Secteur tertiaire *11*
2.2.4. Part de l'informel dans le PIB *13*
2.2.5. Emploi dans l'économie en 2012 ..... *13*
2.3: EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB 15
2.3.1. Consommation finale *15*
2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF) *16*
2.3.3. Variations des stocks *18*
2.3.4. Echanges extérieurs de biens et services *18*
2.4: ANALYSE DES SECTEURS INSTITUTIONNELS EN 2012 20
2.4.1. Ménages et Entrepreneurs individuels *20*
2.4.2. Situation des sociétés non financières (SNF) *21*
2.4.3. Situation des sociétés financières *22*
2.4.4. Administrations publiques *22*
2.5: COMPTE DU RESTE DU MONDE 23

ANNEXES 25

ANNEXE 1: VENTILATION DE LA VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE D'ACTIVITES A PRIX COURANTS 25
ANNEXE 2: VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITES (A PRIX CONSTANTS BASE 2007) 26
ANNEXE 3: EQUILIBRE RESSOURCES - EMPLOIS DE L'ECONOMIE DE 2010 A 2012 A PRIX COURANTS 27
ANNEXE 4: MATRICE EMPLOI 2012 28
ANNEXE 5: TABLEAUX DE SYNTHESE DE L'ECONOMIE NATIONALE 29
Annexe 5. 1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2011, base 2007 ..... *29*
Annexe 5. 2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2012, base 2007 ..... *30*
Annexe 5. 3: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2012, courant *31*
Annexe 5. 4: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2011, courant *32*
Annexe 5. 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2012 ..... *33*
Annexe 5. 6: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2011 ..... *34*
ANNEXE 6: APERÇU METHODOLOGIQUE 35

GLOSSAIRE 42

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et prix constants 5
Tableau 2: Evolution des principales productions vivrières et de rente 8
Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courants 9
Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB à prix constants base 2007 15
Tableau 5: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses 16
Tableau 6: Formation brute de capital fixe par produit 17
Tableau 7: Evolution de la FBCF de 2010 à 2012 en valeur par secteur institutionnel 17
Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2010 à 2012 19
Tableau 9: Evolution en valeur des biens et services importés de 2010 à 2012 20
Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SNF 21
Tableau 11: Quelques indicateurs sur les SF 22
Tableau 12: Quelques indicateurs sur les APU 22
Tableau 13: Compte du Reste du monde de 2010 à 2012 24

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2012, prix constants 2007 6
Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2010 et 2012 7
Graphique 3: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activité du secteur primaire 8
Graphique 4: VAB des branches d'activité du secteur secondaire de 2010 à 2012 à prix constants de 2007 10
Graphique 5: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activités du secteur tertiaire .. 11
Graphique 6: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2011 et 2012 13
Graphique 7: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité en 2012 14

SIGLES ET ACRONYMES

AFRISTAT	:	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest	:	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
APU	:	Administration publique
BIE	:	Budget d'investissement et d'équipement
BTP	:	Bâtiments et travaux publics
CAF	:	Coût, assurance et fret
CB	:	Compte de branche
CCF	:	Consommation de capital fixe
CCP	:	Compte courant postal
CF	:	Consommation finale
CI	:	Consommation intermédiaire
CITI (Rev 3)	:	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (troisième révision)
CNSS	:	Caisse nationale de sécurité sociale
DCNEE	:	Direction de la comptabilité nationale et des études économiques
DCNP	:	Division des comptes nationaux et de la prévision
DEC2080	:	Document des établissements de crédit
DGIPE	:	Direction de la gestion informatique du personnel de l'Etat
DGSCN	:	Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale
DSF	:	Déclarations statistiques et fiscales
EB	:	Épargne brute
EBE	:	Excédent brut d'exploitation
ERE	:	Équilibre des ressources et des emplois
ERETES	:	Équilibre ressources emplois - Tableau entrée sortie
FAB	:	Franco à bord
FBC	:	Formation brute de capital
FBCF	:	Formation brute de capital fixe
FCFA	:	Franc de la communauté financière africaine
FMI	:	Fonds monétaire international
IHPC	:	Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	:	Indice harmonisé de la production industrielle
INSEED	:	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
ISBL	:	Institution sans but lucratif
ISBL-SM	:	Institution sans but lucratif au service des ménages
ITNP	:	Impôts et taxes nets sur les produits
NAEMA	:	Nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT
NOPEMA	:	Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT
ONG	:	Organisation non gouvernementale

PAI	:	Programme d'appui institutionnel de l'Union européenne à l'État togolais
PIB	:	Produit intérieur brut
PNIASA	:	Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PNUD	:	Programme des nations unies pour le développement
QUIBB	:	Questionnaire unifié des indicateurs de base de bien-être
RDA	:	Revenu disponible ajusté
RDB	:	Revenu disponible brut
RDM	:	Reste du monde
RGPH	:	Recensement général de la population et de l'habitat
SCN	:	Système de comptabilité nationale des Nations unies
SCN93	:	Système de comptabilité nationale des Nations unies de 1993
SCN2008	:	Système de comptabilité nationale des Nations unies de 2008
SF	:	Société financière
SIFIM	:	Service d'intermédiation financière indirectement mesuré
SNF	:	Société non financière
TCEI	:	Tableau des comptes économiques intégrés
TRE	:	Tableau des ressources et des emplois
TVA	:	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	:	Union européenne
UEMOA	:	Union économique et monétaire ouest africaine
VAB	:	Valeur ajoutée brute
VS	:	Variations des stocks

AVANT-PROPOS

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a une fois encore le plaisir de publier le document d'analyse de l'activité économique pour l'année 2012. Ce document s'intitule « **Comptes nationaux définitifs du Togo 2012 »**. Cette nouvelle publication des résultats des comptes nationaux est la sixième de cet exercice de redynamisation de la production régulière des comptes nationaux au Togo.

Ces comptes ont été élaborés conformément aux recommandations du Système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 1993) et à l'aide de l'outil ERETES. Cette publication complète la série des comptes nationaux de 2000 à 2011.

L'INSEED tient à adresser ses vifs remerciements :

- ✓ au Gouvernement pour tous les moyens mis à sa disposition afin qu'il puisse relever le défi de la production des données statistiques fiables en général et des comptes nationaux en particulier, pour les prises de décision ;
- ✓ au Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'ouest (AFRITAC de l'Ouest) pour son appui technique ;
- ✓ à la commission de l'Union européenne pour son appui financier et technique à travers le deuxième Projet d'appui institutionnel à l'Etat togolais (PAI2) ;
- ✓ aux membres du Comité national PIB pour leur contribution ;
- ✓ à tous les partenaires techniques et financiers ;
- ✓ aux membres du système statistique national et aux autres fournisseurs de données statistiques (opérateurs économiques, ONG et associations, etc.) pour leur disponibilité à fournir les données ;
- ✓ à l'équipe des comptables nationaux pour le travail réalisé et à tout le personnel de l'INSEED pour leurs contributions diverses;
- ✓ à toute personne associée de près ou de loin aux travaux.

Toutes remarques ou suggestions sur le contenu ou la forme du présent document seront les bienvenues. Les utilisateurs intéressés peuvent prendre contact avec l'INSEED pour toutes informations complémentaires.

Résumé

La crise de la dette publique en zone euro débutée en 2009, le ralentissement de l'activité économique en Chine et la récession économique du Japon en 2012 n'ont pas laissé indifférente l'économie mondiale en 2012 avec une croissance économique de 3,1% contre 3,9% un an plus tôt. Cette situation n'a pas affecté l'économie de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) qui affiche un taux de croissance économique de 6,4% en 2012 largement au-dessus de celui de 2011 (0,6%). Le Produit intérieur brut (PIB) du Togo en 2012, est de 1 977,5 milliards de FCFA contre 1 824,9 milliards de FCFA en 2011 en valeur nominale. En valeur réelle (aux prix de 2007), le PIB est estimé à 1 683,4 milliards de FCFA en augmentation par rapport à son niveau de 2011 (1 580,0 milliards). Cette augmentation traduit une croissance économique en 2012 de 6,5% en termes réels contre 6,4% en 2011.

De l'analyse du PIB du point de vue de l'offre, il ressort qu'à l'instar des années précédentes, le secteur tertiaire représente la plus importante part du PIB en 2012 avec un poids de 44,3% en termes courants et 46,9% en termes réels (prix constants base 2007). Il est suivi du secteur primaire (24,0%) et du secteur secondaire (17,7%) à prix constants base 2007. Par ailleurs, le secteur tertiaire continue tout comme les années précédentes de jouer un rôle important dans la croissance du PIB réel en 2012, avec une contribution de 3,2 points sur les 6,5% de croissance obtenue en 2012. La contribution du secteur primaire qui de 0,5 point, en augmentation par rapport à celle de 2011 (0,1 point). Ceci témoigne du regain d'activité dans le secteur suite, entre autres, à la mise en œuvre du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) et des conditions climatiques favorables, notamment dans les branches de la culture de produits vivriers et de l'élevage. Pour le secteur secondaire, sa contribution à la croissance est estimée à 1,7 point en 2012. Le secteur informel pour sa part, contribue à la formation du PIB à hauteur de 40,9% contre 42,8% en 2011.

La dépense de consommation finale s'élève à 1 546,2 milliards de FCFA en 2012 contre 1 534,0 milliards de FCFA en 2011 à prix de base 2007, représentant un accroissement en 2012 de 0,8% contre 8,2% en 2011. La consommation finale totale de 2012 représente 91,8% du PIB réel contre 97,1% en 2011, avec une contribution à la croissance du PIB de 0,8 point. Cette hausse est due à la progression de la consommation finale des ménages de 1,3% et des ISBL-SM de 11,9%. La consommation finale des administrations publiques quant à elle, a connu une baisse de 2,0% en 2012 contre une hausse de 39,2% en 2011. La FBCF pour sa part, est passée de 428,8 milliards de FCFA en 2011 à 426,5 milliards de FCFA en 2012 prix constant (base 2007), soit une régression de 0,5%, contribuant négativement à la croissance du PIB réel de 0,1 point. Son poids dans le PIB réel est de 25,3% en 2012 contre 27,1% en 2011.

S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, la balance commerciale en valeur courante, donne un solde déficitaire de 276,9 milliards en 2012 contre un déficit de 380,2 milliards en 2011, traduisant ainsi une réduction du déficit extérieur.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Un ralentissement de l'activité économique mondiale marquée par l'aggravation de la crise de la zone euro

L'environnement économique mondial a été particulièrement marqué par l'aggravation de la crise de la dette publique européenne ainsi que le retour de la récession au Japon et le ralentissement des économies émergentes, notamment l'économie chinoise. Le ralentissement de l'activité économique mondiale observé en 2011 s'est poursuivi en 2012 avec une croissance économique de 3,1% contre 3,9% l'année précédente.

La crise de la dette publique en zone euro s'est poursuivie en 2012 et sa transmission, de la sphère financière à l'économie réelle, a plongé le continent européen dans la récession, avec un taux de croissance de -0,6%. Les pays émergents, qui avaient globalement bien résisté en 2011, ont souffert à des degrés divers du ralentissement du commerce mondial et du financement bancaire international, en lien avec les difficultés des banques européennes. En effet, en 2012 l'activité économique a progressé en Chine de 7,8% contre 9,3% et en Inde de 4% contre 7,7% en 2011. Pour le Brésil, le taux de croissance du PIB réel est de 0,9% contre 2,7% un an plus tôt.

Une forte croissance dans les pays de l'UEMOA en dépit du ralentissement économique international

La croissance économique s'est consolidée en 2012 au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) malgré l'impact d'une conjoncture internationale peu favorable et des chocs internes. Le produit intérieur brut de l'Union a enregistré une progression de 6,4% en 2012 contre 0,7% un an plus tôt. Les Etats membres de l'UEMOA ont renoué avec une nouvelle dynamique de croissance forte, tirée par l'exécution de grands projets de développement, d'investissement privé dans les domaines agricole, minier et énergétique.

Dans l'union, l'expansion des surfaces cultivées pour les produits d'exportation et des efforts entrepris par les Etats ont permis d'enregistrer une hausse de la production de coton-graine de 18,7% par rapport à 2011. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'ivoire où les productions ont augmenté respectivement de 20,0%, 24,4% et 37,5%.

Quant aux prix des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA, ils ont baissé en 2012 par rapport à 2011 : -39,0% pour le coton, -32,9% pour l'huile de palmiste, -24,1% pour le caoutchouc, -21,8% pour la noix de cajou, -19,7% pour le cacao, -11,4% pour l'huile de palme et -6,0% pour le café.

2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2012

L'activité économique continue de bénéficier de la politique des grands travaux. Ceci se matérialise par la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'investissements publics et privés, notamment dans les infrastructures avec la construction des routes, de la nouvelle aérogare et du troisième quai. L'assainissement du climat des affaires se poursuit avec des réformes entreprises par le gouvernement.

Les productions agricoles des principales cultures vivrières ont été bonnes pour la campagne 2012-2013. Ceci s'explique par des conditions agro-climatiques jugées globalement satisfaisantes et l'exécution des divers projets mis en place à travers le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA). Par conséquent, le taux d'inflation s'établit à 2,7% en 2012 contre 3,6% en 2011.

2.1: Formation du produit intérieur brut suivant les trois optiques

En 2012, le produit intérieur brut (PIB) s'établit en valeur à 1 977,5 milliards de FCFA contre 1 824,9 milliards de FCFA en 2011. Aux prix de 2007, le PIB s'élève à 1 683,4 milliards de FCFA contre 1 580,0 milliards en 2011, traduisant ainsi, une croissance économique de 6,5% en termes réels contre 6,4% en 2011.

Optique production

La valeur ajoutée brute (VAB) des branches passe de 1 407,0 milliards en 2011 à 1 491,7 milliards de FCFA en 2012, soit une progression de 6,0% à prix constants base 2007. Les impôts et taxes nets de subventions sur produits croissent de 10,9% avec un montant qui passe de 172,9 milliards FCFA en 2011 à 191,7 milliards en 2012. Cette évolution des impôts et taxes s'explique toujours par la performance des recouvrements fiscaux de l'administration générale des impôts et aux contributions indirectes liquidées par l'administration générale des douanes. A prix courants, les impôts nets de subventions passent de 192,4 milliards de FCFA en 2011 à 219,2 milliards de FCFA en 2012, soit une progression de 13,9% contre 2,9% en 2011.

Optique dépense

Du point de vue de la demande, les dépenses de consommation finale passent de 1 534,0 milliards de FCFA en 2011 à 1 546,2 milliards en 2012, avec un poids de 91,8% dans le PIB réel. Cette consommation connaît une progression en volume de 0,8% contre 8,2% en 2011. La formation brute du capital fixe (FBCF) régresse de 0,5% contre une hausse de 35,1% en 2011. Les exportations augmentent de 9,7% en 2012 contre 21,3% en 2011 et les importations, de -3,6% contre 26,5% en 2011.

Optique revenu

En 2012, l'excédent brut d'exploitation (EBE) se chiffre à 1 328,8 milliards de FCFA en valeur, en hausse de 7,6% par rapport à l'activité de 2011. Sa part dans le PIB est de 67,2% en 2012 contre 65,2% en 2011. Les rémunérations des salariés représentent pour leur part 21,2% en 2012 contre 21,5% en 2011 par rapport au PIB nominal.

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et prix constants

- ***Prix courants, 2012***

Unité = 1 million de FCFA

	2010	2011	2012
PIB (approche production)	**1 696 830**	**1 824 891**	**1 977 542**
Valeur ajoutée	1 509 781	1 632 452	1 758 351
+ Impôts sur les produits	190 927	226 000	261 728
- Subventions sur les produits	3 878	33 561	42 537
PIB (approche demande)	**1 696 830**	**1 824 891**	**1 977 542**
Dépense de consommation finale	1 594 057	1 735 815	1 793 383
+ Formation brute de capital	366 246	469 300	461 017
+ Exportations de biens et services	642 071	796 303	893 955
- Importations de biens et services	905 544	1 176 527	1 170 813
PIB (approche revenus)	**1 696 830**	**1 824 891**	**1 977 542**
Rémunération des salariés	383 774	391 621	419 860
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	1 117 342	1 189 514	1 328 849
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	195 714	243 756	228 833

Source: INSEED, 2016

- ***Prix constants, base 2007***

Unité = 1 million de FCFA

	2010	2011	2012
PIB (approche production)	**1 484 996**	**1 580 009**	**1 683 397**
Valeur ajoutée	1 306 733	1 407 055	1 491 657
+ Impôts sur les produits	182 116	203 915	229 078
- Subventions sur les produits	3 853	30 961	37 338
PIB (approche demande)	**1 484 996**	**1 580 009**	**1 683 397**
Dépense de consommation finale	1 417 304	1 533 962	1 546 167
+ Formation brute de capital	323 302	397 841	389 060
+ Exportations de biens et services	542 842	658 560	722 246
- Importations de biens et services	798 452	1 010 354	974 076

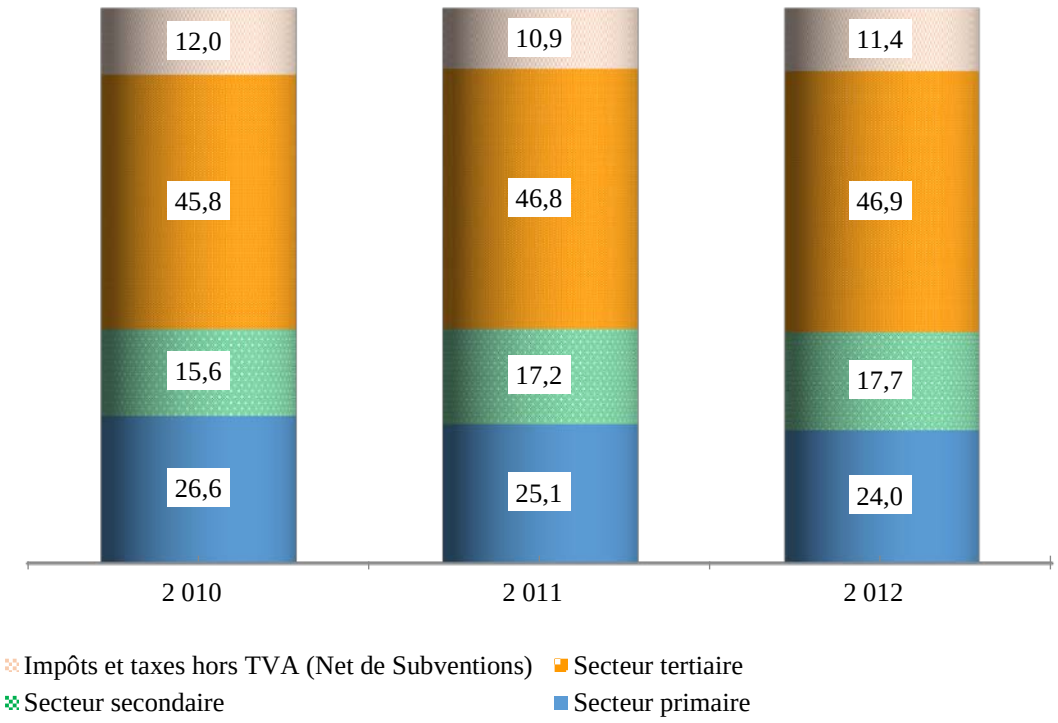
Source: INSEED, 2016

2.2: Analyse de l'activité économique du point de vue de l'offre

Activité économique de 2012 marquée par la prédominance du secteur tertiaire

A l'instar des années précédentes, la valeur ajoutée du secteur tertiaire représente la plus importante part du produit intérieur brut (PIB) en 2012 avec un poids de 44,3% en termes courants et 46,9% en termes réels (prix constants base 2007). Il est suivi du secteur primaire (24,0%) et du secteur secondaire (17,7%) à prix constants base 2007. Les impôts et taxes nets de subventions représentent 11,4% du PIB en termes réels en 2012, en progression de 0,5 point par rapport à 2011. En valeur, le poids du secteur primaire et celui du secondaire sont respectivement de 28,5% et 16,1%.

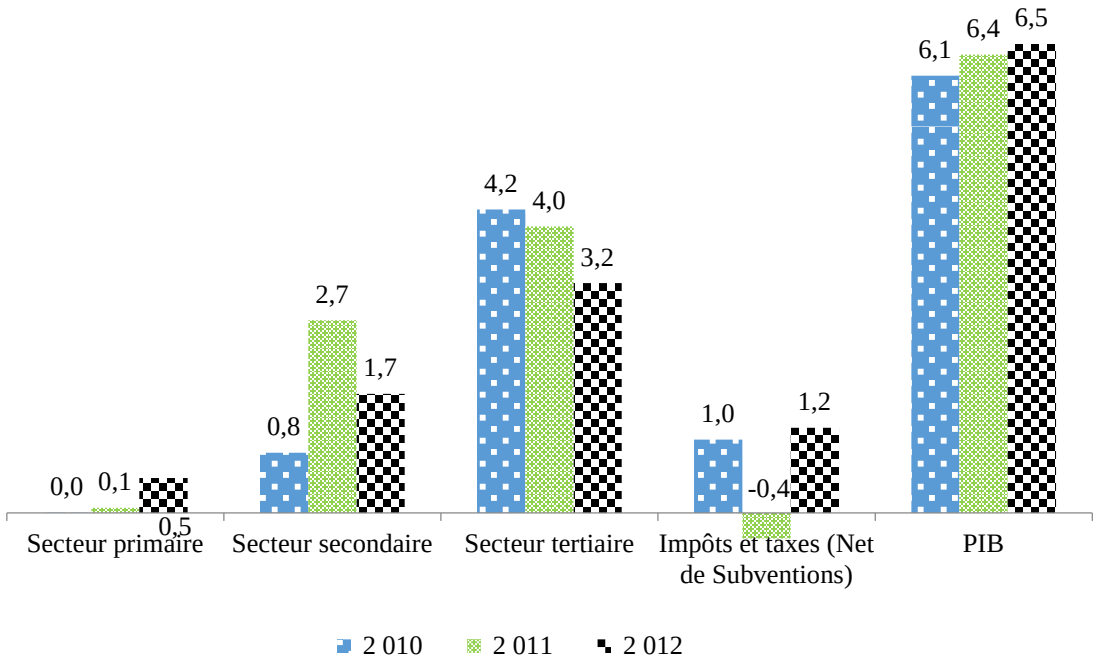
Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2012, prix constants 2007



Source: INSEED, 2016

La variation des contributions à la croissance des différents secteurs d'activité en 2011 et 2012 est représentée sur la figure ci-dessous. Le secteur tertiaire continue de jouer un rôle important dans la croissance du PIB réel en 2012, avec une contribution de 3,2 points sur les 6,5% de croissance obtenue en 2012. Il est important de relever la contribution du secteur primaire qui est de 0,5 point, contre 0,1 point en 2011. Ce regain d'activité dans le secteur primaire provient de la mise en œuvre du PNIASA et des conditions climatiques favorables, notamment dans les branches de culture de produits vivriers et de l'élevage.

Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2010 et 2012



Source: INSEED, 2016

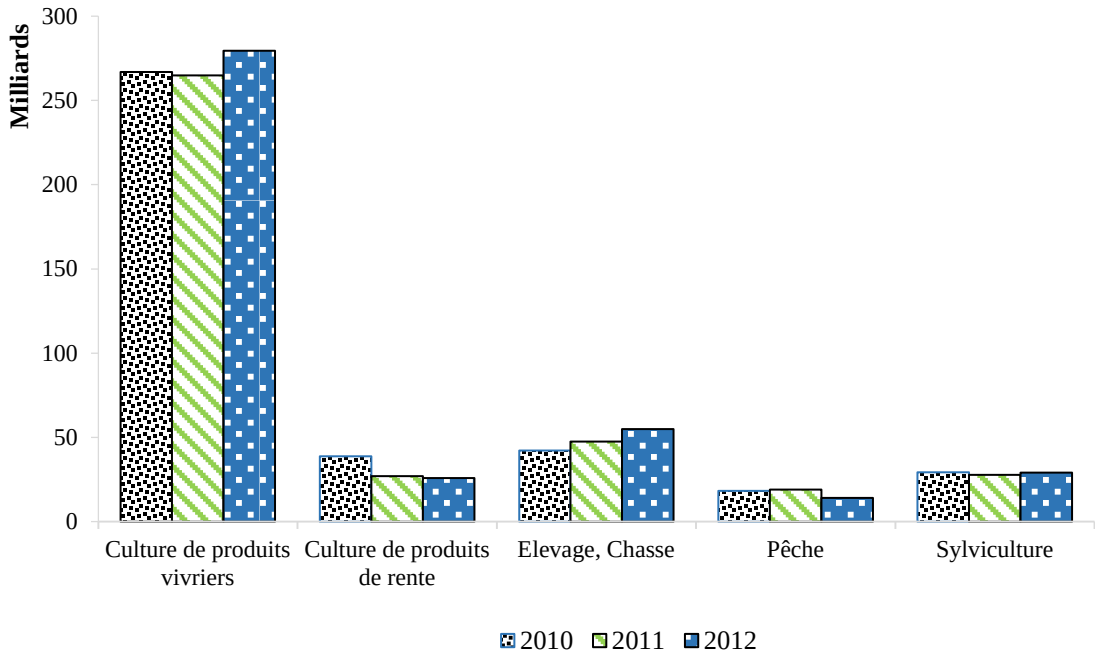
2.2.1. Secteur primaire

Une production boostée par l'agriculture vivrière et l'élevage

Le secteur primaire comprend les activités liées à la transformation du milieu naturel. Il regroupe l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture. Ce secteur regroupe les unités de production essentiellement informelles (99,9% de la valeur ajoutée du secteur).

La production en valeur du secteur primaire s'accroît de 7,8% en 2012 contre 0,1% en 2011. Sa valeur ajoutée en hausse de 8,7% par rapport à 2011, s'établit à 564,0 milliards de FCFA et représente 28,5% du PIB nominal. En termes réels, elle contribue à la croissance de 0,5% contre 0,07% en 2011 et représente 24,0% du PIB. Cette performance du secteur primaire provient des branches « agriculture vivrière » et « élevage et chasse » qui présentent respectivement une croissance de 2,2% et 17,0% en 2012 alors qu'elles étaient de 2,1% et 13,3% en 2011. Cette situation s'identifie aux premiers effets du PNIASA élaboré et mis en œuvre par le Gouvernement togolais en 2011 visant à accroitre le niveau de la production agricole et à assurer la sécurité alimentaire.

Graphique 3: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activité du secteur primaire



Source: INSEED, 2016

En revanche, un ralentissement de la tendance des activités est observé au sein des branches « agriculture d'exportation » et « pêche » dont les valeurs ajoutées baissent respectivement en volume de 5,6% et 28,9% par rapport à l'année précédente. Le recul observé dans la production de l'agriculture d'exportation relève principalement de la baisse de la production de café et de cacao qui a chuté respectivement de 18,9% et de 6,7% imputable à l'impact du renouvellement des plantations entamé en 2010.

Tableau 2: Evolution des principales productions vivrières et de rente

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2010	2011	2012	Evolution 2012/2011 (%)
Céréales	138 272	154 295	184 209	19,4
dont:				
Maïs	73 163	84 026	96 193	14,5
Riz Paddy	16 754	20 842	27 291	30,9
Mil et Sorgho	46 937	47 139	58 323	23,7
Fruit	16 057	14 471	14 674	1,4
Culture d'exportation	61 991	50 512	49 171	-2,7
dont:				
Cacao en fève	17 884	6 602	6 157	-6,7
Café marchand	11 169	10 438	8 461	-18,9
Coton graine	9 613	17 591	17 760	1,0
Tubercules	144 295	138 142	145 219	5,1
Légumes	106 246	99 053	102 219	3,2
Total Produits agricoles	466 861	456 473	495 492	8,5

Source: INSEED, 2016

La sylviculture a enregistré une hausse de sa valeur ajoutée en volume de 3,4% en 2012 contre -2,7% en 2011.

Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courants

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2010	2011	2012	Evolution 2012/2011 (%)
Animaux vivants	54 900	60 303	65 346	8,4
dont:				
Bovins sur pieds	9 202	9 529	11 532	21,0
Ovins et caprins sur pieds	22 097	24 780	27 004	9,0
Volailles	23 601	25 994	26 810	3,1
Œufs	6 137	7 092	7 232	2,0
Autres produits d'origine animale	8 318	10 312	10 578	2,6
Produits de la pêche	22 314	25 019	24 464	-2,2
Total élevage et pêche	91 669	102 726	107 620	4,8

Source: INSEED, 2016

2.2.2. Secteur secondaire

Activité économique en hausse dans le secteur secondaire

Les branches d'activités du secteur secondaire sont constituées des industries extractives, des industries manufacturières, des activités de production d'électricité, d'eau et de gaz ainsi que de la construction.

La part de ce secteur dans le PIB réel s'établit à 17,7% en 2012 contre 17,2% en 2011. Ce secteur contribue à la création de la richesse nationale pour 298,4 milliards de FCFA à prix constants base 2007, en progression de 9,6% par rapport à 2011. Cette hausse de la valeur ajoutée et du poids dans le PIB réel de ce secteur en 2012 est due aux bonnes performances de toutes les branches du secteur à l'exception de la branche « électricité, gaz et eau ». La contribution du secteur à la croissance du PIB ressort à 1,7 point contre 2,7 points en 2011.

La performance du secteur provient des industries manufacturières qui enregistrent une croissance de leur activité de 8,3% par rapport à 2011, avec un poids de 10,3% dans le PIB réel. La bonne tenue des industries manufacturières est due aux bons comportements des branches :

- « Agroalimentaires, Boissons, Tabacs » dont l'activité progresse de 4,6% par rapport à 2011 avec un poids dans le PIB réel de 3,8% ;
- « Fabrication de matériaux de construction » qui enregistre un accroissement de son activité de 5,8% par rapport à 2011 avec un poids dans le PIB réel de 2,9% ;
- « Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir » dont la valeur ajoutée brute s'accroît de 37,6% par rapport à 2011 (suite à la reprise de

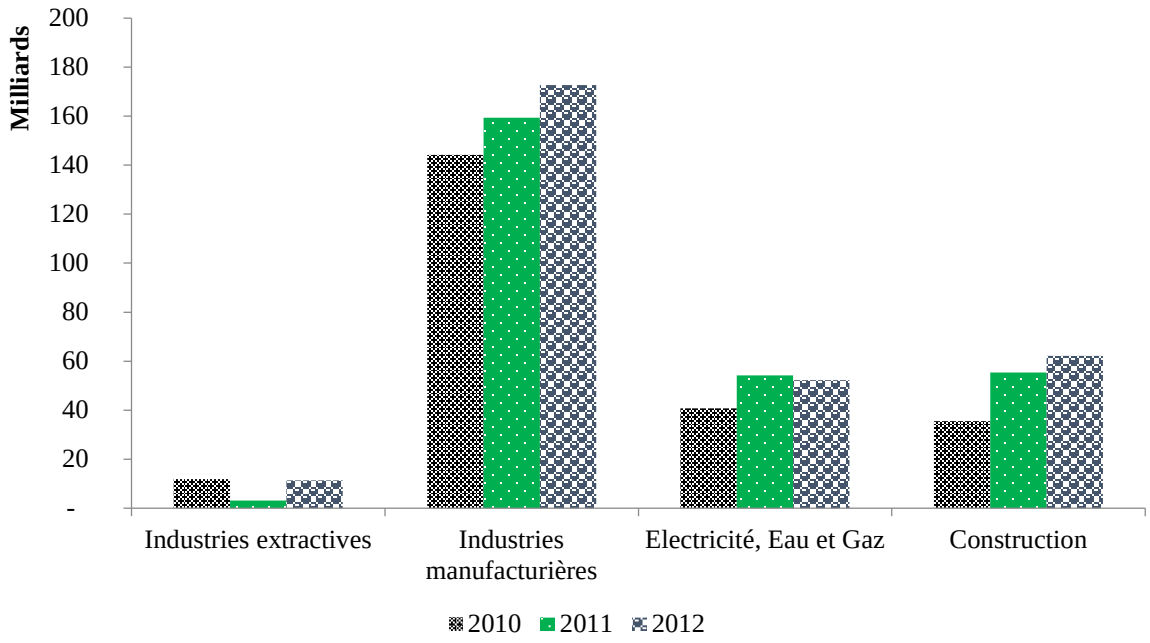
l'activité observée au niveau de l'égrenage de coton) avec un poids de 0,8% dans le PIB réel.

Cependant, l'activité des industries chimiques qui représente 0,9% du PIB réel, enregistre une baisse de 10,9% par rapport à 2011.

La branche « Electricité, Gaz et Eau » dont le poids en 2012 atteint 3,1% du PIB réel, enregistre pour sa part, une baisse sensible de sa valeur ajoutée brute en volume de 3,7% par rapport à 2011. Cette baisse est imputable aux consommations intermédiaires qui ont augmenté dans une proportion plus importante que la production (14,2% contre 8,7%).

La branche « Construction » constitue une des branches dont la contribution a permis de relever la part du secteur secondaire dans la création de la richesse nationale en 2012. Avec un poids de 3,7% dans le PIB réel, elle enregistre une hausse de sa valeur ajoutée brute de 12,4%, essentiellement due aux grands travaux de construction (routes, nouvelle aérogare, troisième quai, etc.).

Graphique 4: VAB des branches d'activité du secteur secondaire de 2010 à 2012 à prix constants de 2007



Source: INSEED, 2016

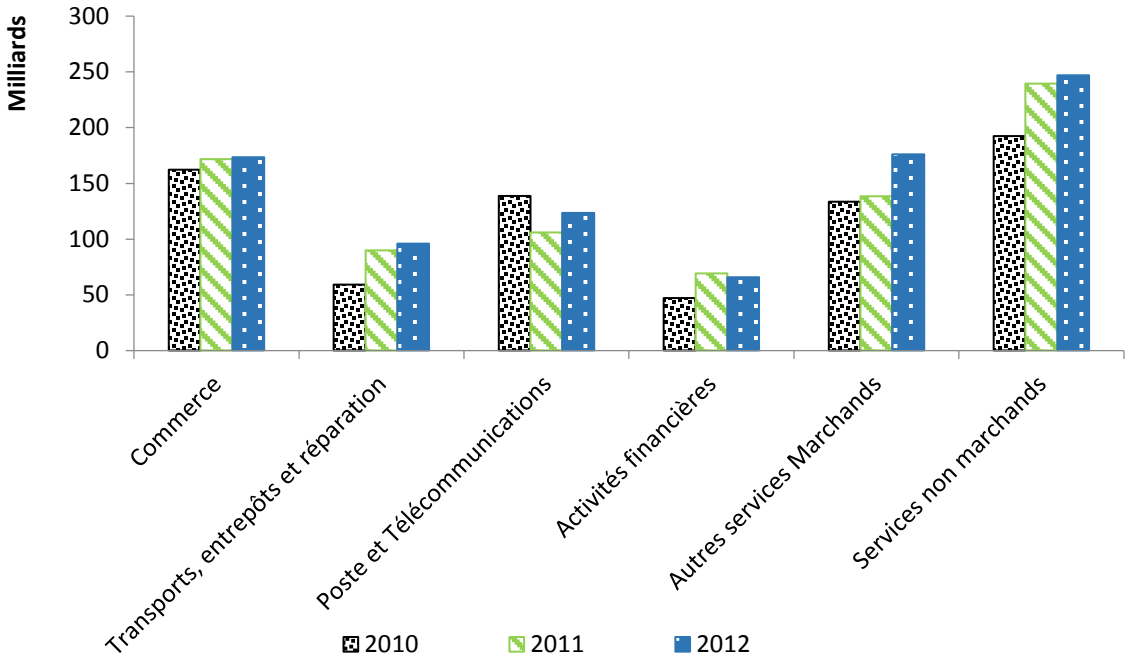
Pour les industries extractives, on note une croissance de la valeur ajoutée de 56,8% par rapport à 2011 avec un poids dans le PIB nominal de 3,2%. Cette croissance en valeur courante provient davantage de l'extraction de phosphates que des « Autres industries extractives »: l'extraction des phosphates avec un poids de 2,3% dans le PIB nominal enregistre une hausse de sa valeur ajoutée nominale de 58,0% alors que les autres industries extractives avec un poids de 0,9% dans le PIB nominal augmentent de 53,7%. La branche a bénéficié de l'orientation favorable des cours mondiaux (notamment les Phosphates) et de la bonne tenue des activités d'extraction de sable, de graviers et d'autres minéraux destinés à la construction et à l'entrée en activité de nouvelles entreprises.

En termes réels, l'activité de la branche connait également une augmentation de sa valeur ajoutée (254,4%). Cette croissance réelle est essentiellement due aux « Autres industries extractives » qui connaissent une hausse en valeur réelle de 65,9% avec un poids dans le PIB réel de 0,6%. On note que l'activité d'extraction de phosphates connait un regain d'activité en termes réels avec une valeur ajoutée brute qui passe de -3,3 milliards de FCFA à 0,5 milliards de FCFA entre 2011 et 2012.

2.2.3. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire qui regroupe l'ensemble des services marchands et non marchands, a enregistré une croissance en volume de sa valeur ajoutée qui est passée de 739,0 milliards de FCFA en 2011 à 789,6 milliards de FCFA en 2012, soit une progression de 6,9%. Ce secteur demeure de ce fait, la composante la plus importante du PIB avec un poids de 46,9% du PIB réel et une contribution à la croissance de 3,2 points.

Graphique 5: Évolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activités du secteur tertiaire



Source: INSEED, 2016

En 2012, Le secteur est essentiellement dominé (en termes de poids relatif dans le PIB réel) par les activités de Commerce (8,2%), des services d'administration publique (8,3%), des services de postes et télécommunications (6,9%), des activités de services immobiliers (5,9%), services de « Transports, entrepôts, réparation » (5,1%) et des services d'éducation (5,0%).

Services non marchands

Les activités des services non marchands, au cours de l'année 2012, augmentent de 3,1% en valeur par rapport à l'année précédente. Ce taux de croissance est resté stable par rapport à celui de l'année précédente. Le poids de ces services dans le PIB réel est aussi en

augmentation. En effet, il passe de 14,0% en 2011 à 14,7% en 2012, soit une augmentation de 0,7 point. La valeur ajoutée brute des services d'administration publique augmente de 9,8% (en valeur courante) passant de 136,2 milliards en 2011 à 149,5 milliards de FCFA en 2012. Cette performance des Administrations publiques s'explique par la hausse des dépenses courantes.

Services marchands

Globalement, les services marchands du secteur tertiaire regroupent le commerce, le transport, les entrepôts et réparation, les activités de postes et télécommunications, les activités financières et les autres activités des services marchands qui comprennent les activités d'hébergement et de restauration, les activités de services immobiliers, les activités de services aux entreprises et les parties marchandes des activités d'éducation et de santé.

Commerce et Transport

En valeur courante, la valeur ajoutée brute du commerce s'établit à 174,0 milliards de FCFA en augmentation de 0,1% par rapport à 2011. Son poids dans le PIB nominal est de 8,8%. En termes réels, la branche commerce enregistre une progression de sa VAB de 0,9%.

Pour les services de transport, on note une baisse de leur VAB qui passe, en termes réels, de 87,5 milliards de FCFA en 2011 à 85,4 milliards de FCFA en 2012, soit une baisse de 2,4%. Cette contreperformance est liée au ralentissement des activités au niveau du port et de l'aéroport.

Activités de services aux entreprises et de Poste et Télécommunications

Les activités de services aux entreprises enregistrent un accroissement de leur valeur ajoutée brute de 93,9% et contribuent à la croissance économique pour 1,5 point grâce d'une part à l'intensification des activités de recherche et d'exploration minière dans les eaux territoriales nationale, et d'autre part à l'essor des services juridiques, d'architecture, de publicité, d'informatique et de recherche et développement (R&D). En 2012, les « Poste et Télécommunications » ont enregistré une évolution de 12,2% de leur VAB et une part dans le PIB réel de 6,9%. La contribution de la branche dans la formation du PIB est de 0,8 point.

Activités financières

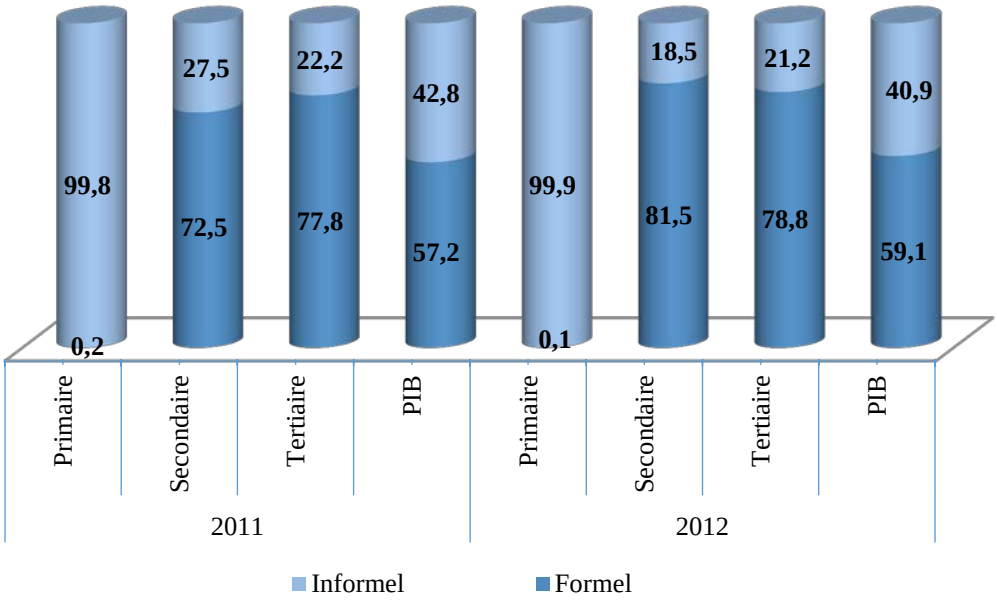
Les activités financières représentent 4,4% du PIB réel en 2012. La valeur ajoutée brute des activités financières est passée de 71,5 milliards de FCFA en 2011 à 74,0 milliards de FCFA en 2012, entrainant une évolution de 3,4%. La branche ressort avec une contribution au PIB réel de 0,2 point. L'évolution de l'activité des institutions financières résulte essentiellement de celle des banques qui est caractérisée par une augmentation des dépôts et des crédits intérieurs (20,9%[1]).

[1] Note de conjoncture 2012, Direction de l'Economie

2.2.4. Part de l'informel dans le PIB

Encore appelé secteur non structuré, le secteur informel contribue à la formation du PIB nominal à hauteur de 40,9% contre 42,8% en 2011, soit une valeur ajoutée de 808,1 milliards de FCFA en hausse de 3,5% par rapport à l'année précédente. La baisse de la contribution de l'informel à la formation du PIB est due particulièrement à la régression des activités informelles dans le secteur secondaire. Le poids de l'informel dans ce secteur est passé de 27,5% en 2011 à 18,5% en 2012. Le poids des activités informelles des autres secteurs n'ont presque pas varié.

Graphique 6: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2011 et 2012



Source: INSEED, 2016

En réalité, le recul en valeur des activités de l'informel dans le secteur secondaire est principalement dû à l'augmentation des activités formelles de la branche « Bâtiments et travaux publics » dont la valeur ajoutée croît de 39,9% passant de 48,5 milliards en 2011 à 67,9 milliards de FCFA en 2012. Cette situation s'explique par la réalisation des activités de construction des infrastructures routières entamée en 2011.

2.2.5. Emploi dans l'économie en 2012

Trois grandes catégories d'emplois sont prises en considération par la comptabilité nationale. Il s'agit des salariés (déclarés ou non), les entrepreneurs individuels (patrons et travailleurs pour compte propre) et les aides familiaux[2].

La matrice emploi 2012 est obtenue en utilisant les données de la Direction de la gestion informatique du personnel de l'État (DGIPE), de la base de déclaration des salaires de la

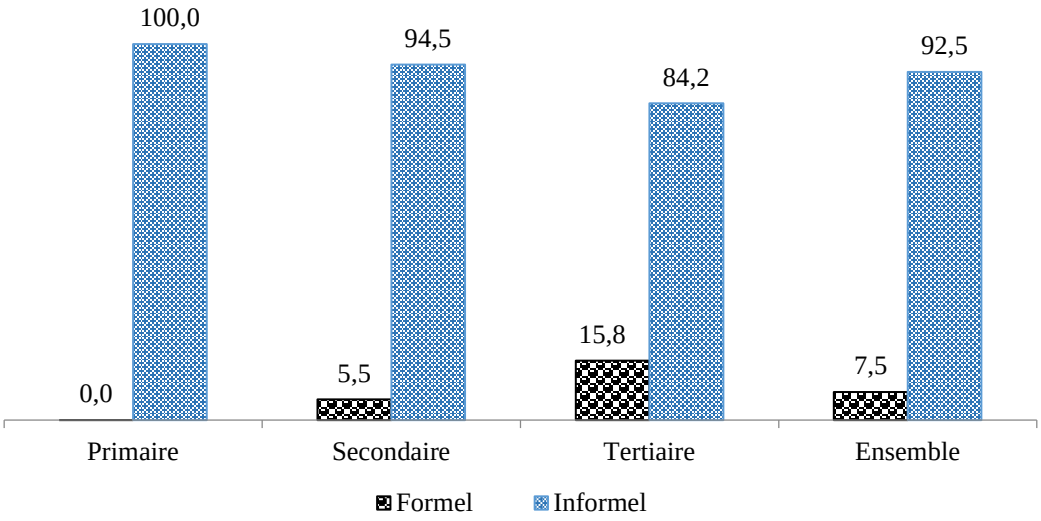
[2] Selon le SCN, on appelle aides familiaux collaborant à l'entreprise familiale, les membres d'une famille qui travaillent dans une entreprises non constituée en société sans rémunération

Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises, du bulletin statistique de la santé, de l'annuaire statistique de l'éducation et de la structure de la matrice emploi de 2011. Cette dernière a été construite à partir des données du RGPH4 et du QUIBB 2011.

En 2012, la population totale est estimée à 6,4 millions d'habitants avec 2,5 millions d'actifs occupés. La population active occupée a augmenté de 67 196 de 2011 à 2012. La répartition détaillée par branche d'activités des actifs occupés figure en annexe 4.

Dans l'ensemble, le secteur informel pourvoit plus d'emplois (92,5%) que le secteur formel (7,5%) ceci traduit la précarité des emplois au sein de l'économie. Cette prédominance de l'informel dans l'offre d'emploi est également constatée dans tous les secteurs.

Graphique 7: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité en 2012



Source: INSEED, 2016

L'analyse selon les secteurs d'activités, tous types d'emplois confondus montre que les secteurs primaire et tertiaire offrent plus d'emplois dans les proportions respectives de 42,4% et 41,5%. S'agissant du secteur primaire, les employés se retrouvent pratiquement dans la production vivrière (97,8%). Quant au tertiaire, les branches qui ont plus employés la main d'œuvre sont le commerce avec 48,9% d'actifs occupés, les services d'hébergement et de restauration (12,3%), les services collectifs sociaux et personnels (12,2%) et les services de transports routiers et par conduites (8,2%).

Dans le secteur secondaire qui emploie 16,1% des actifs occupés en 2012, la majorité se retrouve dans les branches « Autres produits textile, articles d'habillement et en cuir » (49,5%) et « Travaux de construction » (18,4%).

2.3: Evolution des emplois du PIB

Une croissance économique consolidée par la demande intérieure

La demande intérieure est composée des dépenses de consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM) et de l'investissement qui est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations des stocks (VS).

Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB à prix constants base 2007

Unité = 1 Million de FCFA

	2010	2011	2012	Evolution 2012 / 2011 (%)	CC* du PIB en 2012 (%)
Produit intérieur brut (PIB)	1 484 996	1 580 009	1 683 397	6,5	6,5
Importations	798 452	1 010 354	974 076	-3,6	-2,3
Total Ressources	**2 283 448**	**2 590 363**	**2 657 473**	**2,6**	**4,2**
Consommation finale (CF)	1 417 304	1 533 962	1 546 167	0,8	0,8
Consommation finale privée	1 194 939	1 224 491	1 242 773	1,5	1,2
dont CF des ménages	1 168 437	1 197 420	1 212 476	1,3	1,0
CF des ISBL-SM	26 502	27 071	30 297	11,9	0,2
Consommation publique	222 365	309 471	303 394	-2,0	-0,4
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	317 334	428 800	426 522	-0,5	-0,1
FBCF Privée	204 749	265 502	314 382	18,4	3,1
FBCF Publique	112 585	163 298	112 140	-31,3	-3,2
Variation des Stocks	5 968	-30 959	-37 462	21,0	-0,4
Exportations	542 842	658 560	722 246	9,7	4,0
Total Emplois	**2 283 448**	**2 590 363**	**2 657 473**	**2,6**	**4,2**

** Contribution à la croissance*
Source: INSEED, 2016

2.3.1. Consommation finale

La consommation finale (CF) constitue la part des ressources destinée à satisfaire les besoins individuels et collectifs des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM.

A prix constants base 2007, la consommation finale s'élève à 1 546,2 milliards de FCFA en 2012 contre 1 534,0 milliards de FCFA en 2011, soit un accroissement de 0,8% en 2012 contre 8,2% en 2011. La consommation finale totale de 2012 représente 91,8% du PIB réel contre 97,1% en 2011, avec une contribution à la croissance du PIB de 0,8 point. Cette hausse s'explique par la progression de la consommation finale des ménages de 1,3% et des ISBL-SM de 11,9%. La consommation finale des administrations publiques a connu une baisse de 2,0% en 2012 contre une hausse de 39,2% en 2011.

Par rapport à 2011, la consommation finale des ménages a progressé pour la plupart des principaux produits en 2012. Entre autres, la consommation des produits alimentaires et boissons non alcoolisées s'est accrue de 8,8%, en valeur courante, passant de 667,6 milliards de FCFA en 2011 à 726,0 milliards de FCFA en 2012. Celle des autres produits manufacturés est passée de 158,1 milliards de FCFA en 2011 à 174,6 milliards de FCFA en 2012, soit une augmentation de 10,4%. La consommation finale des transports et communication est passée

de 99,8 milliards de FCFA en 2011 à 101,2 milliards de FCFA en 2012 soit une augmentation de 1,4%. La CF en services d'éducation et de santé a accru respectivement de 4,9% et 2,5%.

Tableau 5: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses

Unité : 1 Million FCFA

	2010	2011	2012	Evolution (%) 2012/2011
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	668 701	667 610	726 044	8,8
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	36 927	40 521	39 586	-2,3
Articles d'habillement et chaussures	71 354	79 015	82 478	4,4
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	104 643	112 757	120 828	7,2
Biens semi-durables et durables	26 411	28 416	30 827	8,5
Autres produits manufacturés	147 825	158 133	174 596	10,4
Services de Transport et de communication	88 527	99 760	101 176	1,4
Services d'hébergement et de restauration	84 634	90 463	96 043	6,2
Services financiers	14 737	15 137	15 608	3,1
Services d'éducation	19 675	21 130	22 169	4,9
Services de santé	9 681	10 573	10 838	2,5
Autres biens et services	67 756	76 208	39 290	-48,4
Total	**1 340 871**	**1 399 723**	**1 459 483**	**4,3**

Source: INSEED, 2016

Par rapport au PIB nominal, la consommation finale des ménages a évolué de 76,7% en 2011 à 73,8% en 2012 ; tandis que celle du public de 16,9% en 2011 à 15,3% en 2012.

Le déflateur du PIB s'établit à 1,6% en 2012 alors que le taux d'inflation déterminé par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est de 2,7% contre 3,6% en 2011.

2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF représente la valeur des biens et services durables produits ou acquis au cours de la période comptable dont la durée de vie est supérieure à un an.

A prix constants base 2007, la FBCF est passée de 428,8 milliards de FCFA en 2011 à 426,5 milliards de FCFA en 2012, soit une régression de 0,5% avec contribution à la croissance du PIB réel de -0,1 point. Son poids dans le PIB réel est de 25,3% en 2012 contre 27,1% en 2011. La baisse de la FBCF est attribuée à la FBCF publique qui a régressé de 31,3% en 2012 contre l'augmentation de 45,0% en 2011. La FBCF privée pour sa part, est passée de 265,5 milliards de FCFA en 2011 à 314,4 milliards de FCFA en 2012, soit une augmentation de 18,4%.

L'analyse de la FBCF par produit montre que les produits des autres activités industrielles (machines et équipements) et les travaux de construction constituent l'essentiel (88,4%) de la FBCF. En valeur constante base 2007, la FBCF en travaux de construction a progressé de 10,3% en 2012 passant de 188,3 milliards de FCFA en 2011 à 207,7 milliards de FCFA en 2012. La FBCF des produits des autres activités de l'industrie a connu une baisse de 24,4% en 2012 alors qu'elle a été en hausse de 40,2% en 2011. La FBCF en services aux entreprises a

augmenté, passant de 15,3 milliards de FCFA en 2011 à 47,7 milliards de FCFA en 2012 liée à la poursuite de l'activité d'exploration pour la recherche du pétrole entamée dans les eaux territoriales.

Tableau 6: Formation brute de capital fixe par produit

Unité : 1 million de FCFA

	2010	2011	2012	Evolution (%) 2012/2011
				Valeur courante
Produits agricoles et d'élevage	8 341	7 674	7 157	-6,7
Produits des autres activités de l'industrie	170 084	261 705	192 262	-26,5
Travaux de construction	178 883	221 160	253 477	14,6
Services aux entreprises	2 048	16 341	51 551	215,5
Total	**359 356**	**506 880**	**504 447**	**-0,5**
				Valeur constante (base 2007)
Produits agricoles et d'élevage	6 952	5 865	5 420	-7,6
Produits des autres activités de l'industrie	156 467	219 371	165 739	-24,4
Travaux de construction	151 928	188 273	207 662	10,3
Services aux entreprises	1 987	15 291	47 701	212,0
Total	**317 334**	**428 800**	**426 522**	**-0,5**

Source: INSEED, 2016

Globalement, la FBCF de tous les secteurs institutionnels a connu une hausse à l'exception de l'Administration publique et des ISBL-SM. En effet les FBCF des Sociétés financières (SF), des Sociétés non financières (SNF) et des ménages ont respectivement augmenté de 169,9%, 6,7% et 25,5% alors que celles des Administrations publiques et des ISBL-SM ont régressé respectivement de 30,2% et 91,0%.

En valeur courante, la FBCF du secteur privé est passée de 305,5 milliards de FCFA en 2011 à 363,4 milliards de FCFA en 2012, soit un accroissement de 18,9% ; tandis que celle du secteur public a connu une baisse de 30,2%, allant de 202,2 milliards de FCFA en 2011 à 141,1 milliards de FCFA en 2012. Par rapport au PIB nominal, le poids de la FBCF privée est passé de 16,7% en 2011 à 18,4% en 2012 ; tandis que celui de la FBCF du public a régressé de 4,0%.

Tableau 7: Evolution de la FBCF de 2010 à 2012 en valeur par secteur institutionnel

Unité = 1 million de F CFA

Secteur	2010	2011	2012	Evolution (%) 2012/2011
Sociétés non financières (SNF)	126 318	187 337	199 835	6,7
Sociétés financières	9 311	15 656	42 253	169,9
Ménages et Entrepreneurs	79 224	96 222	120 732	25,5
APU	139 069	202 217	141 063	-30,2
ISLB-SM	5 674	6 303	564	-91,0
Ensemble	359 596	507 735	504 447	-0,6

Source: INSEED, 2016

2.3.3. Variations des stocks

Les variations des stocks enregistrent les mouvements des biens autres que ceux en capital qui sont détenus par les producteurs (produits finis ou en cours, matières premières et marchandises).

L'économie enregistre -37,5 milliards de FCFA de variation des stocks en 2012 contre -31,0 milliards de FCFA en 2011 (en termes réels). Ces variations des stocks concernent essentiellement les produits agricoles pour l'industrie et l'exportation (-5,6 milliards de FCFA), les autres produits, articles d'habillement et en cuir (-3,3 milliards de FCFA), les produits pétroliers raffinés (-8,1 milliards de FCFA), les produits chimiques (-6,5 milliards de FCFA), les produits de métallurgie, fonderie, travail des métaux (-6,4 milliards de FCFA) et les machines, équipement et matériels divers (-4,1 milliards de FCFA).

2.3.4. Echanges extérieurs de biens et services

Les échanges de biens et services entre le Togo et le Reste du monde montrent qu'entre 2011 et 2012, les exportations en valeur courante ont augmenté passant de 796,3 milliards à 894,0 milliards de FCFA, soit une augmentation de 12,3%. Les importations en valeur courante ont diminué passant de 1 176,5 milliards en 2011 à 1 170,8 milliards de FCFA en 2012.

Le taux d'exportation qui est la part du volume des exportations dans le PIB réel est passé de 41,7% en 2011 à 42,9% en 2012, traduisant une hausse des parts de marché du Togo à l'étranger signifiant ainsi que la proportion du PIB consacrée à la satisfaction de la demande étrangère a augmenté durant la période concernée.

Par ailleurs, le déficit de la balance commerciale en valeur courante s'est amélioré passant de -380,2 milliards de FCFA en 2011 à -276,9 milliards de FCFA en 2012. En volume, le solde s'est amélioré de près de 100 milliards de FCFA passant de -351,8 milliards à -251,8 milliards de FCFA. La contribution des échanges extérieurs à la croissance économique en 2012 est de 6,3 points contre -6,5 points en 2011 en termes réels.

L'augmentation des recettes d'exportations est expliquée essentiellement par l'accroissement de l'exportation de certains produits. Il s'agit des produits d'extraction (39,9%) dominés par le phosphate ; des produits des autres activités industrielles (15,2%), composés des produits chimiques et des matériaux de construction.

Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2010 à 2012

Unité = 1 million de F CFA

	2010	2011	2012	Evolution (%) 2012/2011
Produits de l'agriculture vivrière	1 390	3 588	7 830	118,2
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	30 680	29 177	18 759	-35,7
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	52	1 481	2 177	47,0
Produits d'extraction	37 680	48 929	68 450	39,9
Produits l'industrie agroalimentaire	55 601	69 587	87 227	25,3
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	31 801	64 539	84 379	30,7
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	3 528	5 028	7 612	51,4
Produits des autres activités industrielles	265 431	319 945	368 456	15,2
Electricité, gaz et eau	48 135	68 715	56 919	-17,2
Services de transports et communication	108 688	113 928	99 493	-12,7
Services financiers	6 438	8 916	10 529	18,1
Services immobiliers et aux entreprises	14 847	19 772	23 240	17,5
Autres services	37 800	42 698	58 884	37,9
Total	**642 071**	**796 303**	**893 955**	12,3

Source: INSEED, 2016

La baisse des dépenses d'importation de 2011 à 2012 s'explique par la chute de la demande de certains produits étrangers notamment les services de transports et communication (-25,5%) et les autres services (-61,7%) plus particulièrement les travaux de construction et les services de réparation.

Bien que le niveau global des importations en valeur ait baissé, la demande nationale de certains produits étrangers a connu une augmentation. Il s'agit des produits de l'industrie agroalimentaire (+15,5%), du textile, des habillements et des articles en cuir (+17,1%) et des produits des autres activités industrielles (1,7%).

Tableau 9: Evolution en valeur des biens et services importés de 2010 à 2012

Unité = 1 million de F CFA

	2010	2011	2012	Evolution (%) 2012/2011
Produits de l'agriculture vivrière	8 730	16 072	16 742	4,2
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	117	149	230	54,4
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	1 057	6 677	8 133	21,8
Produits d'extraction	13 540	14 663	13 429	-8,4
Produits l'industrie agroalimentaire	94 662	119 736	138 314	15,5
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	56 343	73 751	86 336	17,1
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	23 402	18 645	20 366	9,2
Produits des autres activités industrielles	552 220	704 368	716 618	1,7
Electricité, gaz et eau	66 108	83 928	81 010	-3,5
Services de transports et communication	36 279	74 444	55 495	-25,5
Services financiers	5 697	12 162	11 129	-8,5
Services immobiliers et aux entreprises	14 320	13 076	8 140	-37,7
Autres services	33 069	38 856	14 871	-61,7
Total	**905 544**	**1 176 527**	**1 170 813**	**-0,5**

Source: INSEED, 2016

2.4: Analyse des secteurs institutionnels en 2012

Les secteurs institutionnels sont des regroupements d'unités institutionnelles ayant des objectifs et des comportements économiques semblables. Nous distinguons cinq grands secteurs : les ménages et les entrepreneurs individuels ; les Administrations publiques ; les sociétés non financières ; les sociétés financières et les ISBLSM.

2.4.1. Ménages et Entrepreneurs individuels

Une amélioration du pouvoir d'achat des ménages et une capacité de financement en baisse.

En 2012, le revenu disponible brut (RDB) des ménages et entrepreneurs individuels a augmenté de 4,1% par rapport à 2011. Ceci est essentiellement dû à une augmentation de leur revenu d'exploitation (17,0%) et des rémunérations des salariés (7,4%).

Les dépenses de consommation finale des ménages qui représentent 94,2% de leur revenu disponible brut, ont augmenté de 4,3% et ceci en lien avec la baisse du niveau général des prix (2,7% en 2012 contre 3,6% en 2011).

L'épargne des ménages a connu une hausse de 2,0% en 2012 par rapport à 2011 grâce à l'augmentation des autres transferts courants de 1,6% contre -20,4% en 2011.

Le compte de capital des ménages et des entrepreneurs individuels dégage une capacité de financement de 56,8 milliards de FCFA en 2012 contre 74,3 milliards de FCFA en 2011.

Cette baisse est en partie due à l'augmentation de la FBCF des ménages et entrepreneurs individuels de 25,5% en 2012 par rapport à 2011.

2.4.2. Situation des sociétés non financières (SNF)

Une hausse de la rémunération du facteur travail

La VAB des SNF s'élève en 2012 à 478,4 milliards contre 495,1 milliards de FCFA en 2011 soit une baisse de 3,4%. Cette baisse est imputable à l'augmentation de la consommation intermédiaire tirée par les produits pétroliers, le « ciment et clinker » et l'électricité qui ont enregistré des hausses respectives de 20,8%, 13,8%, 21,4%. La part de la VAB utilisée pour la rémunération des salariés est de 30,3% en 2012, en augmentation de 3,1% par rapport à 2011. Cette hausse s'explique par le fait que la rémunération des salariés a augmenté de 7,8% suite à l'augmentation des emplois dans les branches « travaux de construction » en 2012. Seul, 1,1% de la VAB a été consacré au payement des impôts. L'excédent brut d'exploitation a légèrement augmenté de 0,5% passant de 326,2 milliards à 327,8 milliards de FCFA.

Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SNF

Indicateurs (en%)	2010	2011	2012
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	30,9	27,2	30,3
Taux de Marge (EBE/VAB)	67,9	65,9	68,5
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	28,7	37,8	41,8
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	-10,4	22,9	7,5
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	-36,2	60,5	18,0

Source: INSEED, 2016

Les revenus des propriétés versés par les SNF s'élèvent à 319,4 milliards en 2012 contre 316,3 milliards de FCFA en 2011, soit une augmentation de 1,0%. Le taux de marge des SNF est de 68,5% en 2012, en augmentation de 2,6% par rapport à 2011. La hausse du taux de marge s'explique par le fait que contrairement à la VAB qui a baissé (3,4%), l'EBE a enregistré une hausse de 0,5% par rapport à 2011.

Une hausse du besoin de financement des SNF

Le solde du compte de capital des SNF présente un besoin de financement de 132,6 milliards de FCFA en 2012 contre 47,7 milliards de FCFA en 2011. L'épargne brute enregistre une baisse de 71,1% en 2012. Elle est passée de 113,3 milliards en 2011 à 36,1 milliards de FCFA en 2012. Les SNF se sont donc endettées pour financer leurs dépenses en capital.

Le taux d'investissement est en hausse de 3,9% (41,8% en 2012 contre 37,8% en 2011) en lien avec la hausse de 6,6% de la FBCF. Le taux d'autofinancement qui est la part de la FBCF financée par l'EB est de 18,0% en 2012 contre 60,5% en 2011. Le taux d'épargne brut est quant à lui de 7,5% en 2012.

2.4.3. Situation des sociétés financières

Hausse de la VAB des sociétés financières

Les sociétés financières enregistrent une capacité de financement de 29,6 milliards de FCFA en baisse de 27,5% par rapport à celle de 2011. Etant donné que l'épargne constituée par ces sociétés connait une grande augmentation (38,9%), la baisse constatée de leur capacité de financement est imputable aux importants investissements réalisés par ces sociétés (169,9%). En effet, les sociétés financières investissent 42,2 milliards de FCFA en 2012 contre 15,7 milliards de FCFA en 2011. La valeur ajoutée (VAB) par contre augmente de 3,2% en passant de 59,6 milliards de FCFA en 2011 à 61,5 milliards de FCFA en 2012. Le taux d'investissement augmente de 68,7% en 2012 contre 26,4% en 2011.

Tableau 11: Quelques indicateurs sur les SF

Indicateurs (en%)	2010	2011	2012
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	53,1	40,2	47,8
Taux de Marge (EBE/VAB)	46,1	44,0	47,1
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	21,5	26,4	68,7
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	33,7	75,3	101,5
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	156,6	286,9	147,6

Source: INSEED, 2016

Le taux de marge des sociétés financières augmente de 3,1%, passant de 44,0% en 2011 à 47,1% en 2012. Ce dynamisme enregistré dans les SF provient pour une grande part des banques qui ont connu une augmentation des dépôts (16,7% des dépôts en banque et 18,7% des dépôts en CCP)[3] avec une progression de 20,9% des crédits accordés à l'économie et à l'Etat.

En 2012, la part de la VAB qui rémunère le travail des salariés augmente de 47,8%, en hausse de 7,6% par rapport à 2011. Cette hausse est due à l'augmentation de 22,9% de la rémunération des salariés suite à la hausse des effectifs employés.

2.4.4. Administrations publiques

Le montant total des impôts sur les produits et la production perçus par les Administrations publiques (APU) en 2012 est de 228,8 milliards de FCFA en baisse de 6,2% par rapport à 2011 (244,0 milliards). La pression fiscale en 2012 est de 11,6%.

Tableau 12: Quelques indicateurs sur les APU

Instrument d'analyse (%)	2010	2011	2012
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	76,3	94,9	64,1
Taux d'épargne (brute) (EB/VAB)	64,2	34,3	61,1
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	84,1	36,2	95,4

Source: INSEED, 2016

[3] Note de conjoncture 2012, Direction de l'Economie

Les administrations publiques enregistrent en 2012 une capacité de financement de 40,4 milliards de FCFA contrairement à 2011 où elles ont enregistré un besoin de financement de 95,6 milliards de FCFA. Cette situation est due à l'augmentation des autres transferts courants de 20,0% et à une baisse des investissements de 30,8%.

Le taux d'investissements des APU a baissé de 30,8% par rapport à 2011, les APU ayant considérablement réduit leur investissement de 30,0% en 2012. L'investissement des APU est passé de 202,2 milliards en 2011 à 141,5 milliards de FCFA en 2012. L'épargne brute des APU, quant à elle, enregistre une hausse de 84,0% en 2012 (134,5 milliards en 2012 contre 73,1 milliards de FCFA en 2011).

2.5: Compte du Reste du monde

L'analyse du solde du compte de capital du Reste du monde permet de constater qu'en 2012, l'économie togolaise dégage un besoin de financement de 2,7 milliards de FCFA soit 0,1% du PIB nominal en nette diminution par rapport à 2011 où il était de 26,2 milliards de FCFA. Cette diminution suggère ainsi que le Togo a fait moins recours au Reste du monde en 2012 qu'en 2011 pour le financement des investissements.

Le solde du compte des opérations courantes avec l'extérieur en 2012 est de 150,2 milliards de FCFA indiquant ainsi que le Reste du monde a reçu plus de revenus primaires et de transferts courants qu'il en a versé au Togo. Ce solde est en diminution par rapport à son niveau de 2011 qui était de 157,1 milliards de FCFA. Par ailleurs, de l'analyse du solde des revenus primaires il ressort que le reste du monde a reçu plus de revenus primaire du Togo (126,2 milliards) alors qu'il a versé en retour un montant moins élevé (125, 9 milliards) de FCFA en 2012. S'agissant des autres transferts courants, le Reste du monde a reçu seulement 84,6 milliards pour un montant versé de 210,1 milliards de FCFA.

Tableau 13: Compte du Reste du monde de 2010 à 2012

Unité = 1 million de F CFA

		2010	2011	2012
				Compte de production
	Ressources	**905 544**	**1 176 527**	**1 170 813**
0P7	Importations	905 544	1 176 527	1 170 813
	Emplois	**642 071**	**796 303**	**893 955**
0P6	Exportations	642 071	796 303	893 955
B11	**Solde des échanges extérieurs de Biens et Services**	**263 473**	**380 224**	**276 858**
				Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants
	Ressources	**361 451**	**497 933**	**489 731**
B11	*Solde des échanges extérieurs de Biens et Services*	263 473	380 224	276 858
0D1	Rémunération des salariés	4 403	9 353	13 995
D4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	63 727	5 158	112 179
0D6001	Contributions sociales			2 089
0D6002	Prestations sociales autres qu'en nature		291	
0D7	Autres transferts courants	29 848	42 907	84 610
	Emplois	**249 882**	**340 863**	**339 552**
0D1	Rémunération des salariés	17 641	19 055	25 160
D4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	30 804	157 433	100 763
0D5	Impôts courants sur les revenus et le capital			38
0D6001	Contributions sociales			88
0D6002	Prestations sociales autres qu'en nature		1 601	3 425
0D7	Autres transferts courants	201 437	162 774	210 078
B.12	**Solde des opérations courantes avec l'extérieur**	**111 569**	**157 070**	**150 179**
				Compte de capital
	Ressources	**-617 714**	**26 244**	**2 688**
B.12	*Solde des opérations courantes avec l'extérieur*	111 569	157 070	150 179
0D9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-729 283	-130 826	-147 491
	Emplois			
B09	**Capacité/Besoin de financement**	**-617 714**	**26 244**	**2 688**

Source: INSEED, 2016

ANNEXES

Annexe 1: Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants

Unité = 1 million de FCFA	2 010	2 011	2 012	Poids dans le PIB 2012 (%)	Evolution en 2012 (%)	Contribution à la croissance en 2012 (%)
Secteur primaire	**521 164**	**518 689**	**563 974**	**28,5**	**8,7**	**2,5**
Agriculture	425 423	417 433	449 592	22,7	7,7	1,8
- Culture de produits vivriers	373 428	375 881	409 098	20,7	8,8	1,8
- Culture de produits de rente	51 995	41 552	40 494	2,0	-2,5	-0,1
Elevage, Chasse	46 921	48 826	60 730	3,1	24,4	0,7
Pêche	15 731	18 482	18 453	0,9	-0,2	0,0
Sylviculture	33 089	33 948	35 199	1,8	3,7	0,1
Secteur secondaire	**246 793**	**297 088**	**319 254**	**16,1**	**7,5**	**1,2**
Industries extractives	38 073	40 939	64 198	3,2	56,8	1,3
- Extraction des Phosphates	27 937	29 357	46 397	2,3	58,0	0,9
- Autres activités extractives	10 136	11 582	17 801	0,9	53,7	0,3
Industries manufacturières	129 316	131 490	126 939	6,4	-3,5	-0,2
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	45 241	41 308	35 431	1,8	-14,2	-0,3
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	6 285	10 022	13 069	0,7	30,4	0,2
- Activités de travail du bois, Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton, Edition et imprimerie	10 748	13 021	14 343	0,7	10,2	0,1
- Activités des industries chimiques	7 488	15 051	12 505	0,6	-16,9	-0,1
- Matériaux de construction	31 368	32 059	30 519	1,5	-4,8	-0,1
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	20 244	10 900	7 974	0,4	-26,8	-0,2
- Fabrication de machines et de matériels divers	3 412	2 627	1 764	0,1	-32,9	0,0
- Autres activités manufacturières et de récupération	4 530	6 502	11 334	0,6	74,3	0,3
Electricité, Eau et Gaz	24 932	38 785	41 487	2,1	7,0	0,1
Construction	54 472	85 874	86 630	4,4	0,9	0,0
Secteur tertiaire	**741 872**	**816 675**	**875 123**	**44,3**	**7,2**	**3,2**
Commerce	167 243	173 808	173 960	8,8	0,1	0,0
Activités d'hébergement et de restauration	12 270	11 275	14 251	0,7	26,4	0,2
Transports, entrepôts et réparation	58 343	90 478	96 895	4,9	7,1	0,4
Poste et Télécommunications	139 383	109 345	116 132	5,9	6,2	0,4
Activités financières	46 198	63 857	66 410	3,4	4,0	0,1
Activités de services immobiliers	99 617	106 147	110 395	5,6	4,0	0,2
Activités de services aux entreprises	22 493	31 677	62 726	3,2	98,0	1,7
Administration publique	100 502	136 179	149 509	7,6	9,8	0,7
Education	85 078	84 874	79 305	4,0	-6,6	-0,3
Santé et action sociale	16 697	15 348	14 779	0,7	-3,7	0,0
Activités de services collectifs et personnels	28 028	40 519	47 256	2,4	16,6	0,4
SIFIM	-33 980	-46 832	-56 495	-2,9	20,6	-0,5
TOTAL BRANCHE	**1 509 829**	**1 632 452**	**1 758 351**	**88,9**	**7,7**	**6,9**
Impôts et taxes nets de subvention	**187 049**	**192 439**	**219 191**	**11,1**	**13,9**	**1,5**
Impôts et taxes hors TVA (Net de Subventions)	77 835	58 425	62 736	3,2	7,4	0,2
TVA non déductible	109 214	134 014	156 455	7,9	16,7	1,2
Produit Intérieur Brut (PIB)	**1 696 878**	**1 824 891**	**1 977 542**	**100,0**	**8,4**	**8,4**

Annexe 2: Valeur ajoutée brute par branche d'activités (à prix constants base 2007)

Unité = 1 million de FCFA	2 010	2 011	2 012	Poids dans le PIB 2012	Evolution en 2012 (%)	Contribution à la croissance en 2012 (%)
Secteur primaire	**394 864**	**395 919**	**403 649**	**24,0**	**2,0**	**0,5**
Agriculture	306 272	300 833	305 344	18,1	1,5	0,3
- Culture de produits vivriers	267 790	273 455	279 498	16,6	2,2	0,4
- Culture de produits de rente	38 482	27 378	25 846	1,5	-5,6	-0,1
Elevage, Chasse	41 523	47 025	55 025	3,3	17,0	0,5
Pêche	18 063	19 827	14 089	0,8	-28,9	-0,4
Sylviculture	29 006	28 234	29 191	1,7	3,4	0,1
Secteur secondaire	**232 306**	**272 217**	**298 443**	**17,7**	**9,6**	**1,7**
Industries extractives	11 846	3 210	11 377	0,7	254,4	0,5
- Extraction des Phosphates	4 554	-3 328	531	0,0	-116,0	0,2
- Autres activités extractives	7 292	6 538	10 846	0,6	65,9	0,3
Industries manufacturières	144 211	159 386	172 635	10,3	8,3	0,8
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	59 724	61 668	64 519	3,8	4,6	0,2
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	7 826	10 388	14 291	0,8	37,6	0,2
- Activités de travail du bois, Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton, Edition et imprimerie	8 106	10 243	13 422	0,7	31,0	0,2
- Activités des industries chimiques	11 339	17 459	15 553	0,9	-10,9	-0,1
- Matériaux de construction	34 018	46 915	49 656	2,9	5,8	0,2
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	17 748	10 001	10 279	0,6	2,8	0,0
- Fabrication de machines et de matériels divers	3 618	1 116	1 556	0,1	39,4	0,0
- Autres activités manufacturières et de récupération	1 832	1 596	3 359	0,2	110,5	0,1
Electricité, Eau et Gaz	40 756	54 268	52 236	3,1	-3,7	-0,1
Construction	35 493	55 353	62 195	3,7	12,4	0,4
Secteur tertiaire	**679 563**	**738 919**	**789 565**	**46,9**	**6,9**	**3,2**
Commerce	134 958	137 546	138 828	8,2	0,9	0,1
Activités d'hébergement et de restauration	7 014	5 275	8 640	0,5	63,8	0,2
Transports, entrepôts et réparation	54 854	87 526	85 446	5,1	-2,4	-0,1
Poste et Télécommunications	137 698	104 045	116 718	6,9	12,2	0,8
Activités financières	48 352	71 497	73 945	4,4	3,4	0,2
Activités de services immobiliers	93 212	96 699	98 539	5,9	1,9	0,1
Activités de services aux entreprises	18 900	25 738	49 908	3,0	93,9	1,5
Administration publique	86 762	121 522	139 054	8,3	14,4	1,1
Education	92 134	93 040	84 959	5,0	-8,7	-0,5
Santé et action sociale	14 711	13 694	13 361	0,8	-2,4	0,0
Activités de services collectifs et personnels	29 050	39 896	45 933	2,7	15,1	0,4
SIFIM	-38 082	-57 559	-65 766	-3,9	14,3	-0,5
TOTAL BRANCHE	**1 306 733**	**1 407 055**	**1 491 657**	**88,6**	**6,0**	**5,4**
Impôts et taxes nets de subvention	**178 263**	**172 954**	**191 740**	**11,4**	**10,9**	**1,2**
Impôts et taxes hors TVA (Net de Subventions)	68 771	44 943	50 469	3,0	12,3	0,3
TVA non déductible	109 492	128 011	141 271	8,4	10,4	0,8
Produit Intérieur Brut (PIB)	**1 484 996**	**1 580 009**	**1 683 397**	**100,0**	**6,5**	**6,5**

Annexe 3: Equilibre Ressources - emplois de l'économie de 2010 à 2012 à prix courants

Unité = 1 Million de FCFA

	2010	Evolution en valeur de 2011 / 2010 (%)	2011	Evolution en valeur de 2012 / 2011 (%)	2012
Produit intérieur brut (PIB)	1 696 878	7,5	1 824 891	8,4	1 977 542
Importations	905 544	29,9	1 176 527	-0,5	1 170 813
Total Ressources	**2 602 422**	**15,3**	**3 001 418**	**4,9**	**3 148 355**
Consommation finale (CF)	1 594 057	8, 9	1 735 815	3,3	1 793 383
Consommation finale privée	1 367 306	0,0	1 367 306	0,0	1 367 306
dont CF des ménages	1 340 871	4,4	1 399 723	4,3	1 459 483
CF des ISBL-SM	26 435	4,7	27 671	13,1	31 294
Consommation publique	226 751	36,0	308 421	-1,9	302 606
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	359 596	41,2	507 735	-0,6	504 447
FBCF Privée	220 527	38,5	305 518	18,9	363 384
FBCF Publique	139 069	45,4	202 217	-30,2	141 063
Variation des Stocks	6 698	-673,8	-38 435	13,0	-43 430
Exportations	642 071	24,0	796 303	12,3	893 955
Total Emplois	**2 602 422**	**15,3**	**3 001 418**	**4,9**	**3 148 355**

Annexe 4: Matrice emploi 2012

Branche d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture vivrière	43		2	870 296	163 053	1 033 394
Culture de produits pour l'industrie et l'exportation	40	3 417	2			3 459
Elevage	3			7 443	3 801	11 247
Chasse				477	35	512
Exploitation forestière, cueillette	235			745	128	1 108
Pêche				6 095	296	6 391
Extraction de phosphates	1 943					1 943
Autres activités extractives	385	5 684				6 069
Abattage, transformation viande ; conserve de poisson	61			2 564	191	2 816
Fabrication des corps gras	298			1 159	139	1 596
Fabrication de boissons	1 048	788	4	11 180	432	13 452
Travail grains et fabrication d'aliments pour animaux ; de produit amylacés	163	1 094		1 658	177	3 092
Fabrication d'autres produits alimentaires	1 011	1 702	142	5 995	1 168	10 018
Egrenage de coton	1 141					1 141
Fabrication d'autres articles textiles, art habillement, de chaussures	63	1 647	1	124 077	73 394	199 182
Travail du bois	643		12	19 104	3 887	23 646
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton	135		4			139
Edition, imprimerie et reproduction et enregistrements sonores	802		51	986	278	2 117
Fabrication de produits chimiques	6 039	1 794	126	1 401	381	9 741
Fabrication de matériaux de construction	798		10	1 872	333	3 013
Fabrication de produits métallurgiques ; d'ouvrages simples en métal	1 139	234	210	16 768	5 790	24 141
Fabrication de machines et de matériels divers	444	63	6	221	47	781
Activités manufacturières diverses et récupération	1 480	467	141	15 754	3 174	21 016
Production et distribution d'électricité, de gaz, d'eau	1 890			2 134		4 024
Construction	2 099		343	57 405	14 244	74 091
Commerce	32 020	14 817	1 360	439 194	18 699	506 090
Réparation	58	951		29 916	7 677	38 602
Activités d'hébergement et de restauration	6 862		153	114 365	5 779	127 159
Transports routiers et par conduite	416	12 214	1 421	60 642	9 693	84 386
Transports aériens	462					462
Autres transports	55	1 066		758	97	1 976
Production de services auxiliaires des transports	3 647		81			3 728
Activités de poste et de courrier ; télécommunications	3 659		23			3 682
Intermédiation monétaire et financière	6 547					6 547
Assurance	1 514					1 514
Activités d'auxiliaires financiers et d'assurance	1 566		59			1 625
Activités immobilières	211			1 790	66	2 067
Activités de services aux entreprises	7 104			11 776	1 211	20 091
Administration publique	27 783	2 558				30 341
Education	48 321	3 406	180			51 907
Activité de santé et action sociale	13 241	138	111	13 330	744	27 564
Activités à caractère collectif ou personnel	16 902	13 332	747	74 825	20 402	126 208
Total Economie par type d'emplois	**192 271**	**65 372**	**5 189**	**1 893 930**	**335 316**	**2 492 078**

Annexe 5: Tableaux de synthèse de l'économie nationale

Annexe 5. 1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2011, base 2007

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TRE)

TABLEAU DES RESSOURCES

Production des branches

urces en produits		Total des ressources à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTUR E VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTIO N	PRODUITS ALIMENTAIR ES	FABRICATIO N DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIE S	AUTRES ACTIVITES MANUFACTU RIERES	PRODUCTION D'ELECTRICIT E, GAZ ET EAU	CONSTRUCTI ON	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGE MENT ET DE RESTAURATI ON	TRANSPORT S ET COMMUNICA TIONS	ACTIVITES FINANCIERE S	ACTIVITES IMMOBILIERE S ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRA TION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIAL E	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Ajustement CAF FAB	Impor-tations
											010	020	030	040	050	060	070	080	090	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999			
010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	351 277	32 242		1 267				1 062	316 706	298 788																								298 788		17 918
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	45 901	9 279		21				29	36 572		36 369																							36 369		203
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	77 555	11 079							66 476			61 744														3	821							62 568		3 908
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	69 793	7 964		238				143	61 448				60 523																					60 523		925
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION	55 529	2 922		205			324	258	51 820					34 381				4 597																	38 978		12 842
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	448 204	63 345		24 531		2 668	70	10 728	346 862						244 043												19							244 062		102 800
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C	149 698	16 882		14 500			234	15 813	102 269							28 147					332													28 479		73 790
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE	58 309	4 522		1 682			5	1 412	50 688								33 149	3 516			25						3							36 693		13 995
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	1 082 768	103 165		56 535	-30 961	13 046	494	29 618	910 871						169			326 176																326 345		584 526
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	197 565	198		3 592					193 775										126 554													-32		126 522		67 253
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	202 310			1 036					201 274									4 017		191 933							3							195 953		5 321
120	VENTES		-251 598							251 598									8		86	250 598	8	109	54	13	722								251 598		
130	SERVICES DE REPARATION	31 471			35					31 436												688	24 157		4 632										29 477		1 959
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	106 447			468					105 979														103 579											103 579		2 400
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	440 662			19 772					420 890															355 082										355 082		65 808
160	SERVICES FINANCIERS	125 457								125 457															2 839	108 812									111 651		13 806
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	252 111			263					251 848				20		879			98			7 035		646	84	1 346	225 994	4							236 106		15 742
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	204 467								204 467																		204 467							204 467		
190	SERVICES D'EDUCATION	124 400								124 400																			124 400						124 400		
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE	23 762								23 762																				23 699				23 699		63
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	54 434			3 866					50 568																		169			49 947			50 116		452
220	SIFIM																																				
230	CORRECTION TERRITORIALE	26 643								26 643																											26 643
999	PRODUIT D'ATTENTE																																				
		4 128 763			128 011	-30 961	15 714	1 127	59 063	3 955 809	298 788	36 369	61 744	60 543	34 381	245 091	28 147	33 149	338 412	126 554	192 019	258 678	24 165	104 334	362 691	110 171	226 744	205 461	124 400	23 699	49 915				2 945 455		1 010 354

Consommation intermédiaire des branches

loi des produits		Total des emplois à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTUR E VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTIO N	PRODUITS ALIMENTAIR ES	FABRICATIO N DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIE S	AUTRES ACTIVITES MANUFACTU RIERES	PRODUCTION D'ELECTRICIT E, GAZ ET EAU	CONSTRUCTI ON	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGE MENT ET DE RESTAURATI ON	TRANSPORT S ET COMMUNICA TIONS	ACTIVITES FINANCIERE S	ACTIVITES IMMOBILIERE S ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRA TION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIAL E	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Total de l'économie	Expor-tations	Consommation finale					Formation brute de capital fixe			Variations des stocks
																																						Dépense	Ménages			Adminis -	ISBL	Total	Public	Privée	
																																					Cons. Fin.	Sous-total	Autocons.	Commerc.	trations					
											010	020	030	040	050	060	070	080	090	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999												
010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	351 277									14 963		10 068			36 107								10 771				2 868		3				74 780		3 140	273 347	273 347	69 419	203 928						10
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	48 673										52				2 979	11 813											35						14 779		23 550	12 947	12 947	2 483	10 464			2 772		2 772	-8 147
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	79 951														30 771								5 194				441						36 406		449	38 245	38 245	8 222	30 023			2 396		2 396	59
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	70 490											45	1		25 236		1 424	1 292		5 188			6 086				646		453				40 373		950	28 644	28 644	1 984	26 660			697		697	-771
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION	55 529														67			12 351		18 837			65										31 320		15 962	4 673	4 673		4 673						3 574
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	448 204											1 834	490		43 790	331		4 415	479	200	8 095	725	67 551	2 458	2 592	1 556	16 455	12	112				151 095		62 411	239 866	239 866	5 912	233 954						-5 166
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C	149 698										778		925	23	742	3 265		8 434		1 378		27	313	58			2 026		133				18 102		60 433	76 281	76 281		76 281						-5 118
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE	58 309										5		5	432	2 951	8	2 543	9 479	132	4 054	2 543	121	265	899	1 487	1 674	3 051	9 745	423	99				39 916		3 974	15 653	15 653		15 653						-1 234
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	1 302 139									10 321	8 123	2 525	10 147	18 000	25 458	760	14 085	177 588	8 050	86 039	14 024	6 823	1 353	44 288	2 012	32 217	9 252	5 358	4 080	4 252				484 755		242 898	150 934	150 934		150 934			219 371	66 245	153 126	-15 191
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	197 565												6	1 582	2 488	404	739	4 142	60 040	243	2 403	464	1 185	2 038	925	1 427	11 805	6 015	1 836	368				98 110		64 163	35 292	35 292	8 747	26 545						
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	390 583													245	227		167	933	127	801	1 384	644	279	1 239	493	1 140	1 732	1 037	322	14				10 784		2 548	605	605		605			188 273	95 995	92 278	100
120	VENTES																																													
130	SERVICES DE REPARATION	31 471										2			1 331	323	155	393	2 615	221	1 465	1 525	106	578	4 775	1 328	5 733	3 514	3 157	442	548				28 213		82	3 176	3 176		3 176						
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	106 447												16	525	133		159	1 123	126	1 100	1 886	72	76	3 724	964	2 175	6 743	269	31	140				19 262		5 437	81 723	81 723		81 723						25
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	440 662									44	23	68	564	5 521	4 937	364	1 752	19 818	1 333	5 427	59 723	1 304	2 236	89 868	9 572	22 702	11 817	3 976	609	1 225				242 883		114 944	82 835	82 835		82 835						
160	SERVICES FINANCIERS	125 457										1		10	1 718	1 116		555	6 936	868	2 135	3 980	97	455	4 832	9 233	6 361	1 457	129	40	147	57 559			97 629		9 987	17 841	17 841		17 841						
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	267 402									5	7		318	1 794	6 178	659	1 081	11 968	838	9 784	25 293	2 495	2 055	26 081	9 540	28 170	11 106	1 392	1 495	2 938				143 197		18 427	74 293	70 634	51 843	18 791	3 659		15 291	1 058	14 233	903
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	204 467																																			204 467	5 390		5 390	199 077						
190	SERVICES D'EDUCATION	124 400														18		8	153	72	15	276			422	869	528	872	366	173	11	288				4 061		709	119 630	21 927	8 514	13 413	93 778	3 925				
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE	23 762											179																									23 583	9 316	1 478	7 838	12 957	1 310				
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	54 434																	78					175	1 276		280	635	97	15				2 556			51 879	30 043	1 454	28 589		21 836				-1
220	SIFIM																																												
230	CORRECTION TERRITORIALE	26 643																																		28 595	-1 952		-1 952							
999	PRODUIT D'ATTENTE																																												
	Total	4 557 563									25 333	8 991	14 719	12 482	31 171	183 423	17 759	22 906	261 325	72 286	136 666	121 132	12 880	99 059	182 405	38 674	104 307	83 939	31 360	10 005	10 019	57 559			1 538 400		658 560	1 533 962	1 197 420	160 056	1 037 364	309 471	27 071	428 800	163298	265502	-30 959
	Valeur ajoutée brute /PIB				128 011	-30 961	15 714	1 127	59 063		273 455	27 378	47 025	48 061	3 210	61 668	10 388	10 243	77 087	54 268	55 353	137 546	11 285	5 275	180 286	71 497	122 437	121 522	93 040	13 694	39 896	-57 559			1 407 055	1 580 009		1 533 962									
	Rémunération des salariés										1 533	1 162	913	2 473	1 555	16 812	4 399	3 719	14 746	1 588	11 906	20 425	2 660	4 152	296 903	34 385	30 173	54 652	33 786	5 682					543 634	543 634												
	Salaires bruts										1 533	1 162	913	2 413	1 555	14 805	3 829	2 767	13 938	950	11 138	18 589	1 483	3 616	34 699	26 189	12 932	53 078	33 597	3 832					243 018	243 018		SOMME DES VALEURS AJOUTEES			1 407 055		CONSOMMATION FINALE			1 533 962
	Contributions sociales effectives													55		1 858	511	844	630	604	606	1 492	956	496	261 616	7 364	16 228	882	158	11					294 313	294 313		IMPOTS SUR LES IMPORTATIONS			59 063		F.B.C.F.			428 800
	Contributions sociales imputées													5		149	59	108	178	44	162	344	219	40	588	832	1 013	692	31	1 839					6 303	6 303		IMPOTS SUR LES EXPORTATIONS			1 127		VARIATIONS DES STOCKS			-30 959
	Impôts sur la production																																				AUTRES IMPOTS SUR LES PRODUITS			143 725		EXPORTATIONS			658 560
	Subventions sur la production																																				SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS			-30 961		IMPORTATIONS			1 010 354
	Excédent brut d'exploitation / revenu mixte										271 922	26 216	46 112	45 588	1 655	44 856	5 989	6 524	62 341	52 670	43 447	117 121	8 625	1 123	-116 617	37 112	92 264	66 870	59 254	8 012	39 896	-57 559			863 421	863 421												
	Effectifs employés par branche										1 004 858	3 366	11 431	7 262	7 274	29 442	195 142	25 215	54 542	4 236	72 074	492 424	37 521	123 678	90 720	9 340	21 494	30 981	51 902	29 222	122 758				2 424 882	2 424 882		PIB			1 580 009		PIB			1 580 009

Annexe 5. 2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2012, base 2007

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TRE)

TABLEAU DES RESSOURCES

Production des branches

urces en produits		Total des ressources à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTUR E VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTIO N	PRODUITS ALIMENTAIR ES	FABRICATIO N DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIE S	AUTRES ACTIVITES MANUFACTU RIERES	PRODUCTION D'ELECTRICIT E, GAZ ET EAU	CONSTRUCTI ON	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGE MENT ET DE RESTAURATI ON	TRANSPORT S ET COMMUNICA TIONS	ACTIVITES FINANCIERE S	ACTIVITES IMMOBILIERE S ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRA TION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIAL E	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Ajusteme nt CAF /FAB	Impor-tations
											010	020	030	040	050	060	070	080	090	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999			
010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	365 180	33 076		1 574				1 332	329 198	309 596																							309 596		19 602
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	43 381	7 961		23				90	35 307		34 775																					34 775		532
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	82 203	11 216							70 987			66 516																				66 516		4 471
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	64 092	7 434		224				173	56 261				55 170																				55 170		1 091
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION	62 493	2 932		214				183	59 164					43 034				4 921														47 955		11 209
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	483 834	66 080		27 522		7 730	75	11 889	370 538						254 790																		254 790		115 748
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C	172 971	18 431		15 448			380	18 261	120 451							34 525					246												34 771		85 680
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE	59 613	4 714		1 667			3	1 283	51 946								33 276	3 344															36 620		15 326
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	1 120 740	112 247		62 105	-37 338	16 877	686	28 845	937 316									357 771		78	766												358 615		578 703
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	194 224	203		3 715					190 306										131 414														131 414		58 892
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	221 827			1 317					220 510									2 746		213 161													215 907		4 603
120	VENTES		-264 294							264 294				48	1 312	674		2	199		16	257 277	26	100	2 359		2 259		-9	30	1				264 294		
130	SERVICES DE REPARATION	26 957			38					26 919									3				25 792				-18							25 777		1 142
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	111 547			485					111 062														108 391										108 391		2 671
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	439 679			22 465					417 214															369 921									369 921		47 293
160	SERVICES FINANCIERS	133 903								133 903															1 427	119 595								121 022		12 881
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	288 067			269					287 796	1			55	78	2 239	770	482	-41		1 247	9 105		890	5 022	159	258 140			48	36			278 231		9 567
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	211 481								211 481																		211 481						211 481		
190	SERVICES D'EDUCATION	111 368								111 368																			111 368					111 368		
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE	25 519								25 519												7					182			25 105				25 294		225
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	60 599			4 205					56 394												68									55 874			55 942		452
220	SIFIM																																				
230	CORRECTION TERRITORIALE	3 988								3 988																											3 988
999	PRODUIT D'ATTENTE																																				
		4 283 666			141 271	-37 338	24 607	1 144	62 056	4 091 926	309 597	34 775	66 516	55 273	44 424	257 703	35 295	33 760	368 943	131 414	214 502	267 469	25 818	109 381	378 729	119 754	260 563	211 481	111 359	25 183	55 911				3 117 850		974 076

Consommation intermédiaire des branches

loi des produits		Total des emplois à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTUR E VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTIO N	PRODUITS ALIMENTAIR ES	FABRICATIO N DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIE S	AUTRES ACTIVITES MANUFACTU RIERES	PRODUCTION D'ELECTRICIT E, GAZ ET EAU	CONSTRUCTI ON	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGE MENT ET DE RESTAURATI ON	TRANSPORT S ET COMMUNICA TIONS	ACTIVITES FINANCIERE S	ACTIVITES IMMOBILIERE S ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRA TION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIAL E	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Total de l'économie	Expor-tations	Consommation finale					Formation brute de capital fixe			Variations des stocks
																																					Dépense	Ménages		Adminis - trations	ISBL	Total	Public	Privée	
																																				Cons. Fin.	Sous-total	Autocons.	Commerc.					
											010	020	030	040	050	060	070	080	090	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999											
010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	365 180									18 753		7 448			39 009								11 461				2 364		4				79 039		6 565	281 996	281 996	74 680	207 316						-2 420
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	45 720										76				2 942	14 357											30						17 405		15 609	13 600	13 600	2 996	10 604			2 339		2 339	-5 572
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	84 574														32 694								5 391				367						38 452		343	39 113	39 113	8 462	30 651			2 371		2 371	1 924
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	64 802											35	1		21 334		520	1 626		5 654			3 406				434		447				33 457		1 338	28 960	28 960	1 970	26 990			710		710	-373
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION	62 493														70			14 690		19 980			65										34 805		19 205	4 708	4 708		4 708						3 775
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	483 834											1 874	450		47 401	333		8 762	565	220	9 846	794	71 751	2 244	3 079	1 612	15 014	20	187				164 152		76 933	248 756	248 756	6 083	242 673						-6 007
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C	172 971										804		921	36	850	3 969		9 223		1 516		35	360	71			2 256		226				20 267		78 344	78 493	78 493		78 493						-4 133
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE	59 613												6	514	3 071	8	2 533	9 153	139	3 364	2 769	136	257	935	1 888	1 812	2 743	8 441	530	115				38 414		5 897	16 491	16 491		16 491						-1 179
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	1 286 479									11 290	8 006	1 900	9 699	20 306	29 254	784	13 607	189 418	8 171	104 096	14 074	7 542	1 341	47 139	2 421	34 318	8 001	4 257	5 251	4 913				525 788		291 045	163 910	163 910		163 910			165 739	11 506	154 233	-25 742
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	194 224												6	1 653	2 594	405	549	7 981	66 649	227	2 240	497	1 005	1 765	1 031	7 350	9 188	4 299	2 072	400				109 911		48 459	35 854	35 854	9 003	26 851						
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	429 488													279	294		150	1 070	141	806	1 480	655	272	1 235	605	1 268	1 480	863	382	55				11 035		1 375	612	612		612			207 662	100 506	107 156	1 143
120	VENTES																																													
130	SERVICES DE REPARATION	26 957													1 223	304	128	305	2 482	188	1 070	1 332	107	449	3 972	1 367	5 049	2 541	2 137	434	578				23 666		79	3 212	3 212		3 212						
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	111 547												18	612	148		136	1 221	128	1 067	2 031	87	69	3 853	1 131	2 228	5 981	347	30	230				19 317		6 004	86 222	86 222		86 222						4
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	439 679										51	34	45	542	4 565	5 293	388	1 346	22 069	1 374	4 921	66 914	1 424	2 310	94 606	12 598	23 427	10 508	4 014	765	1 486				258 680		95 993	84 955	84 955		84 955						51
160	SERVICES FINANCIERS	133 903													10	1 867	936		238	8 084	846	1 206	2 984	102	274	4 115	9 740	5 413	1 354	175	42	175	65 766			103 327		11 947	18 629	18 629		18 629						
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	335 768									5	9		340	1 992	6 964	632	949	12 434	869	8 163	24 580	2 547	1 665	25 976	11 059	28 066	9 143	1 513	1 393	2 026				140 325		22 422	76 527	74 743	55 499	19 244	1 784		47 701	128	47 573	1 092
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	211 481																																		211 481	2 672			2 672	208 809					
190	SERVICES D'EDUCATION	111 368														26		5	231	108	17	391		466	1 185	890	1 274	430	252	37				5 312		671	105 385	22 396	7 939	14 457	78 562	4 427				
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE	25 519											189																						189		194	25 136	9 408	1 332	8 076	14 239	1 489				
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	60 599																	96					199	1 361		299	593	82	22				2 652		24	57 948	33 567	1 821	31 746		24 381				-25
220	SIFIM																																												
230	CORRECTION TERRITORIALE	3 988																																		39 809	-35 821	-35 821		-35 821						
999	PRODUIT D'ATTENTE																																												
	Total	4 710 188									30 099	8 929	11 491	11 993	33 047	193 184	21 004	20 338	288 540	79 178	152 307	128 641	13 926	100 741	188 457	45 809	112 116	72 427	26 400	11 822	9 978	65 766			1 626 193		722 246	1 546 167	1 212 476	169 785	1 042 691	303 394	30 297	426 522	112140	314382	-37 462
	Valeur ajoutée brute /PIB				141 271	-37 338	24 607	1 144	62 056		279 498	25 846	55 025	43 280	11 377	64 519	14 291	13 422	80 403	52 236	62 195	138 828	11 892	8 640	190 272	73 945	148 447	139 054	84 959	13 361	45 933	-65 766			1 491 657	1 683 397		1 546 167									
	Rémunération des salariés										1 600	1 681	815	1 148	1 830	15 829	5 219	2 220	16 230	2 001	12 398	20 055	1 976	3 357	326 165	39 808	43 290	8 762	34 445	3 773					542 602	542 602											
	Salaires bruts										1 600	1 681	815	903	1 830	13 518	4 566	1 823	15 308	1 328	11 517	18 583	1 037	2 957	37 862	28 817	21 079	7 695	33 488	3 663					210 080	210 080		SOMME DES VALEURS AJOUTEES		1 491 657		CONSOMMATION FINALE		1 546 167
	Contributions sociales effectives													228		2 142	585	342	720	627	696	1 195	771	369	287 436	9 805	20 897	962	471	12					327 258	327 258		IMPOTS SUR LES IMPORTATIONS		62 056		F.B.C.F.		426 522
	Contributions sociales imputées													17		169	68	55	202	46	185	277	168	31	867	1 186	1 314	105	476	98					5 264	5 264		IMPOTS SUR LES EXPORTATIONS		1 144		VARIATIONS DES STOCKS		-37 462
	Impôts sur la production																																				AUTRES IMPOTS SUR LES PRODUITS		165 878		EXPORTATIONS		722 246
	Subventions sur la production																																				SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS		-37 338		IMPORTATIONS		974 076
	Excédent brut d'exploitation / revenu mixte										277 898	24 165	54 210	42 132	9 547	48 690	9 072	11 202	64 173	50 235	49 797	118 773	9 916	5 283	-135 893	34 137	105 157	130 292	50 514	9 588	45 933	-65 766			949 055	949 055									
	Effectifs employés par branche										1 033 394	3 459	11 759	7 499	8 012	30 974	200 323	25 902	58 692	4 024	74 091	506 090	38 602	127 159	94 234	9 686	22 158	30 341	51 907	27 564	126 208				2 492 078	2 492 078		PIB		1 683 397		PIB		1 683 397

Annexe 5. 3: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2012, courant

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TRE) — ANNEE 2012 A PRIX COURANT — Origine nationale & importée

TABLEAU DES RESSOURCES

Production des branches

	Ressources en produits	Total des ressources à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTURE VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTION	PRODUITS ALIMENTAIRES	FABRICATION DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIES	AUTRES ACTIVITES MANUFACTURIERES	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	CONSTRUCTION	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	ACTIVITES FINANCIERES	ACTIVITES IMMOBILIERES ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRATION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIALE	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Ajustement CAF /FAB	Impor-tations
											10	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999			
10	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	515 971	50 221		1 250				1 437	463 063	446 321																							446 321		16742
20	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU	56 944	7 451		26				66	49 401		49 171																						49 171		230
30	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHAS	109 808	18 544		4				7	91 253			84 708																					84 708		6545
40	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PRO	75 179	9 305		245				281	65 348				63 760																				63 760		1588
50	PRODUITS DE L'EXTRACTION	120 206	3 531		1 169				458	115 048					96 592				5 027															101 619		13429
60	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENT	566 908	90 684		33 918		8 287	69	15 361	418 589						280 275																		280 275		138314
70	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET A	183 148	18 054		16 128			311	19 472	129 183							42 587					260												42 847		86336
80	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERI	67 293	5 223		1 689			7	1 740	58 634								33 077	5 191															38 269		20366
90	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE LI	1 329 296	142 833		67 546	-42 537	16 813	1 108	39 839	1 103 694					1				386 178		76	821												387 076		716618
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225 471	213		6 257				14	218 987										137 977														137 977		81010
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	269 978			1 500					268 478									3 262	8 317	251 614														263 193		5285
120	VENTES		-346 059							346 059				64	1 735	891		3	239		20	336 852	34	132	3 119		2 943		-13	39	1				346 059		0
130	SERVICES DE REPARATION	34 658			41					34 617									3				27 115		6 381		-19							33 480		1137
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE REST	126 312			613					125 699														121 989										121 989		3710
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUN	471 538			21 588					449 950															394 455									394 455		55495
160	SERVICES FINANCIERS	133 499								133 499															1 227	121 143								122 370		11129
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AU	310 319			277					310 042	1			55	80	2 294	-789	495	-37		1 279	9 645		925	7 937	1 213	278 792			49	-37				301 902		8140
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	211 331								211 331																		211 331						211 331		0
190	SERVICES D'EDUCATION	110 261								110 261																	192		110 069					110 261		0
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIA	27 532								27 532												8								27 299				27 307		225
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PER	63 542			4 204				3	59 335												71									58 824			58 895		440
220	SIFIM																																				0
230	CORRECTION TERRITORIALE	4 074								4 074																											4074
999	PRODUIT D'ATTENTE																																				0
		5 013 268			156 455	-42 537	25 100	1 495	78 678	4 794 077	446 322	49 171	84 708	63 879	98 408	283 460	41 798	33 575	399 863	146 294	252 989	347 657	27 149	123 046	413 119	122 356	281 908	211 331	110 056	27 387	58 788				3 623 264		1 170 813

Consommation intermédiaire des branches

	Emploi des produits	Total des emplois à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTURE VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTION	PRODUITS ALIMENTAIRES	FABRICATION DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIES	AUTRES ACTIVITES MANUFACTURIERES	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	CONSTRUCTION	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	ACTIVITES FINANCIERES	ACTIVITES IMMOBILIERES ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRATION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIALE	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Total de l'économie	Expor-tations	Consommation finale				Formation brute de capital fixe	Variations des stocks
																																							Dépense	Ménages		Adminis -trations	ISBL		
																																						Cons. Fin.	Sous-total	Autocons.	Commerc.				
											10	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999											
10	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	515 971									24 986		19 042			65 695								12 442				2 856		6				125 027		7 830	386 183	386 183	124 189	261 994				-3 069
20	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU	56 944										61				4 796	18 515											44						23 416		18 759	16 408	16 408	3 953	12 455			3 405	-5 044
30	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHAS	109 808														51 001								4 918				673						56 592		347	48 346	48 346	9 772	38 574			2 893	1 630
40	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PRO	75 179											39	2		23 522		550	1 805		5 869			3 594				472		516				36 369		1 830	36 284	36 284	2 420	33 864			859	-163
50	PRODUITS DE L'EXTRACTION	120 206														73			15 804		25 786			75										41 738		68 450	5 315	5 315		5 315				4 703
60	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENT	566 908											2 635	415		47 075	393		14 367	500	183	14 435	942	77 915	2 658	3 467	1 940	10 969	17	163				178 074		87 227	309 131	309 131	7 866	301 265				-7 524
70	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET A	183 148										954		785	33	2 668	2 941		8 493		1 295	29	447	65			1 760		193				19 663		84 379	82 478	82 478		82 478				-3 372
80	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMER	67 293												5	549	3 170	94	2 730	10 052	164	3 279	3 867	137	311	1 038	2 166	2 269	3 558	10 056	560	139				44 144		7 612	16 743	16 743		16 743				-1 206
90	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE LI	1 329 296									11 927	7 595	1 892	7 803	17 622	31 548	3 181	11 900	227 192	13 194	112 123	25 150	7 705	1 885	68 695	3 030	33 185	9 029	5 445	5 323	5 962				611 386		368 456	188 680	188 680		188 680			192 262	-31 488
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225 471												7	2 087	3 301	954	725	5 200	87 054	284	3 254	636	1 212	2 259	1 307	1 887	6 743	5 348	2 576	512				125 346		56 919	43 206	43 206	10 108	33 098				
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	269 978													317	344	48	178	1 278	166	1 003	1 883	889	328	1 425	706	1 481	1 525	975	439	64				13 049		1 765	710	710		710			253 477	977
120	VENTES																																												
130	SERVICES DE REPARATION	34 658													1 444	404	252	403	3 305	252	1 360	1 986	139	531	5 125	1 797	7 087	2 963	2 716	554	742				31 060		79	3 519	3 519		3 519				
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE REST	126 312												25	786	198	212	188	1 709	176	1 399	3 535	117	92	5 173	1 648	3 034	2 665	466	38	303				21 764		8 501	96 043	96 043		96 043				4
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUN	471 538									50	36	50	551	3 982	5 785	688	1 354	24 177	1 360	4 675	81 974	1 592	2 214	91 995	12 174	24 180	8 151	3 686	714	1 432				270 820		99 493	101 176	101 176		101 176				49
160	SERVICES FINANCIERS	133 499												10	1 587	1 446	285	195	9 142	764	1 068	5 410	85	399	3 758	17 187	8 107	1 007	146	36	235	56 495			107 362		10 529	15 608	15 608		15 608				
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AU	310 319									261	31		624	5 803	6 975	1 144	1 004	12 880	1 053	8 016	31 709	2 866	1 729	27 073	11 457	23 904	8 442	1 541	1 428	2 143				150 083		23 240	84 347	82 467	60 137	22 330	1 880		51 551	1 098
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	211 331																																			211 331	2 590		2 590	208 741				
190	SERVICES D'EDUCATION	110 261														28	22	5	261	124	19	494		497	1 278	1 007	1 400	412	270	40				5 857		668	103 736	22 169	7 294	14 875	77 379	4 188		
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIA	27 532											320																						320		194	27 018	10 838	1 377	9 461	14 606	1 574		
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PER	63 542																	102					206	1 562		313	553	85	22				2 843		24	60 700	35 168	1 937	33 231		25 532		-25
220	SIFIM																																											
230	CORRECTION TERRITORIALE	4 074																																		47 653	-43 579	-43 579		-43 579				
999	PRODUIT D'ATTENTE																																											
	Total	5 013 268									37 224	8 677	23 978	10 227	34 210	248 029	28 729	19 232	335 767	104 807	166 359	173 697	15 137	108 795	212 104	55 946	108 787	61 822	30 751	12 608	11 532	56 495			1 864 913		893 955	1 793 383	1 459 483	229 053	1 230 430	302 606	31 294	504 447	-43 430
	Valeur ajoutée brute /PIB				156 455	-42 537	25 100	1 495	78 678		409 098	40 494	60 730	53 652	64 198	35 431	13 069	14 343	64 096	41 487	86 630	173 960	12 012	14 251	201 015	66 410	173 121	149 509	79 305	14 779	47 256	-56 495			1 758 351	1 977 542									
	Rémunération des salariés										1 746	2 663	1 553	2 520	10 779	14 510	4 340	3 225	19 989	15 168	13 672	35 641	1 493	3 663	55 535	32 031	31 987	97 928	49 549	5 718	16 150				419 860	419 860									
	Salaires bruts										1 734	2 660	1 553	2 462	9 635	13 777	4 062	2 969	18 773	13 428	13 130	33 748	1 297	3 455	51 429	27 304	29 394	95 940	47 168	5 534	14 549				394 021	394 021		SOMME DES VALEURS AJOUTEES			1 758 351		CONSOMMATION FINALE			1 793 383
	Contributions sociales effectives										10	2		31	915	587	225	207	972	1 392	434	1 513	163	166	3 288	3 943	2 078	732	1 044	151	1 319				19 172	19 172		IMPOTS SUR LES IMPORTATIONS			78 678		F.B.C.F.			504 447
	Contributions sociales imputées										2	1		7	229	146	53	49	244	348	108	380	33	42	818	784	515	1 256	1 337	33	282				6 667	6 667		IMPOTS SUR LES EXPORTATIONS			1 495		VARIATIONS DES STOCKS			-43 430
	Impôts sur la production										1	3		20	2 133	829	155	161	1 645	400	861	2 823	17	213	2 188	3 661	1 944	6	28	72	876				18 036	18 036		AUTRES IMPOTS SUR LES PRODUITS			181 555		EXPORTATIONS			893 955
	Subventions sur la production													-125		-150		-600		-2 859					-200	-207	-119	-255	-3 879					-8 394	-8 394		SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS			-42 537		IMPORTATIONS			1 170 813
	Excédent brut d'exploitation / revenu mixte										407 351	37 828	59 177	51 237	51 286	20 242	8 574	11 557	42 462	28 778	72 097	135 496	10 502	10 375	143 492	30 925	139 309	51 830	33 607	8 989	30 230	-56 495			1 328 849	1 328 849									
	Effectifs employés par branche										1 033 394	3 459	11 759	7 499	8 012	30 974	200 323	25 902	58 692	4 024	74 091	506 090	38 602	127 159	94 234	9 686	22 158	30 341	51 907	27 564	126 208				2 492 078	2 492 078		PIB			1 977 542		PIB			1 977 542

Annexe 5. 4: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2011, courant

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TRE) — ANNEE 2011 A PRIX COURANT — Origine nationale & importée

TABLEAU DES RESSOURCES

Production des branches

Ressources en produits		Total des ressources à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTURE VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTION	PRODUITS ALIMENTAIRES	FABRICATION DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIES	AUTRES ACTIVITES MANUFACTURIERES	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	CONSTRUCTION	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	ACTIVITES FINANCIERES	ACTIVITES IMMOBILIERES ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRATION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIALE	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Ajustement CAF /FAB	Impor-tations
											10	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999			
10	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	470 714	46 552		940				1 189	422 033	405 932																29							405 961		16072
20	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU	58 950	8 234		22				33	50 661		50 512																						50 512		149
30	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHAS	102 223	17 450						8	84 765			78 290													3	892						79 185		5580
40	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PRO	73 221	8 951		235				178	63 857				62 760																			62 760		1097
50	PRODUITS DE L'EXTRACTION	95 432	3 117		1 060			130	589	90 536					71 779				4 094														75 873		14663
60	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENT	510 848	83 576		28 589		2 665	81	12 981	382 956						263 200											20							263 220		119736
70	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET A	155 543	18 501		12 631			243	16 257	107 911							33 743					417												34 160		73751
80	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERI	66 185	5 009		1 650			5	1 636	57 885								35 166	4 036			33					5							39 240		18645
90	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE LI	1 273 724	130 939		57 814	-33 561	14 507	847	40 637	1 062 541						125			358 048															358 173		704368
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	210 614	198		5 396					205 020										121 092														121 092		83928
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	237 693			1 161					236 532									4 345		226 088						3							230 436		6096
120	VENTES		-322 527							322 527									10		106	321 341	8	112	55	13	915				-33			322 527		0
130	SERVICES DE REPARATION	33 781			38					33 743												931	25 702		5 304									31 937		1806
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE REST	118 969			541					118 428														115 029										115 029		3399
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUN	478 862			19 825					459 037															384 593									384 593		74444
160	SERVICES FINANCIERS	123 611								123 611															2 441	109 008								111 449		12162
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AU	266 519			253					266 266				20		913			102			7 563		672	139	1 437	242 340	4						253 190		13076
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	204 712								204 712																		204 712						204 712		0
190	SERVICES D'EDUCATION	120 839								120 839																			120 839					120 839		0
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIA	26 037								26 037																				25 974				25 974		63
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PER	56 413			3 859					52 554																		163			51 948			52 111		443
220	SIFIM																																			0
230	CORRECTION TERRITORIALE	27 049								27 049																										27049
999	PRODUIT D'ATTENTE																																			0
		4 711 939			134 014	-33 561	17 172	1 306	73 508	4 519 500	405 932	50 512	78 290	62 780	71 779	264 238	33 743	35 166	370 635	121 092	226 194	330 285	25 710	115 813	392 532	110 458	243 315	205 771	120 839	25 974	51 915				3 342 973		1 176 527

Consommation intermédiaire des branches

Emploi des produits		Total des emplois à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTURE VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTION	PRODUITS ALIMENTAIRES	FABRICATION DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIES	AUTRES ACTIVITES MANUFACTURIERES	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	CONSTRUCTION	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	ACTIVITES FINANCIERES	ACTIVITES IMMOBILIERES ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRATION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIALE	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Total de l'économie	Expor-tations	Consommation finale					Formation brute de capital fixe	Variations des stocks
											10	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999				Dépense Cons. Fin.	Ménages			Adminis - trations	ISBL		
																																						Sous-total	Autocons.	Commerc.				
10	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	470 714									18 962		23 913			57 470								11 070				3 240		4				114 659		3 588	352 455	352 455	106 819	245 636				12
20	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU	58 950										41				4 468	15 125											51						19 685		29 177	14 416	14 416	3 082	11 334			4 022	-8 350
30	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHAS	102 223														47 368								4 699				772						52 839		449	46 024	46 024	9 374	36 650			2 819	92
40	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PRO	73 221											50	2		22 942		1 536	1 444		5 476			5 300				541		519				37 810		1 032	34 162	34 162	2 403	31 759			833	-616
50	PRODUITS DE L'EXTRACTION	95 432														72			14 076		21 382			74										35 604		48 929	5 053	5 053		5 053			855	4 991
60	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMEN	510 848											2 470	419		41 966	365		6 922	422	170	11 116	743	73 020	2 508	2 552	1 837	11 598	10	94				156 212		69 587	290 871	290 871	7 382	283 489				-5 822
70	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET A	155 543										928		762	21	2 262	2 301		7 507		1 166		22	375	51			1 534		110				17 039		64 539	79 015	79 015		79 015				-5 050
80	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMER	66 185										5		4	466	3 070	79	2 760	10 425	158	3 693	3 673	125	328	1 008	1 735	2 218	4 100	12 281	453	127				46 708		5 028	16 630	16 630		16 630				-2 181
90	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE LI	1 273 724									10 792	7 935	2 675	7 924	14 735	26 573	2 683	12 672	209 049	12 078	86 910	23 747	6 855	1 782	59 269	2 368	30 419	10 254	6 479	4 355	5 200				544 754		319 945	169 919	169 919		169 919			261 705	-22 599
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	210 614										2		6	1 778	2 830	811	868	4 801	65 838	282	2 842	534	1 285	2 312	1 033	1 646	7 771	6 660	2 041	426				103 766		68 715	38 133	38 133	9 141	28 992				
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	237 693													270	255	38	195	1 087	147	997	1 708	861	331	1 393	557	1 304	1 753	1 144	360	16				12 416		3 278	678	678		678			221 160	161
120	VENTES																																												
130	SERVICES DE REPARATION	33 781										3			1 267	350	231	426	2 852	241	1 558	1 853	116	555	5 028	1 415	6 649	3 369	3 282	462	586				30 243		88	3 450	3 450		3 450				
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE REST	118 969												21	666	177	173	216	1 561	170	1 457	3 209	96	99	4 927	1 372	2 912	3 050	356	39	185				20 686		7 795	90 463	90 463		90 463				25
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUN	478 862										41	23	69	575	5 122	5 364	609	1 895	22 558	1 442	5 791	71 947	1 480	2 331	95 297	10 064	25 093	9 548	4 001	632	1 292				265 174		113 928	99 760	99 760		99 760				
160	SERVICES FINANCIERS	123 611											1		10	1 398	1 735	216	454	8 845	747	1 838	6 789	77	627	4 263	15 413	8 948	1 041	103	32	189	46 832			99 558		8 916	15 137	15 137		15 137				
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AU	266 519									256	22		627	5 117	6 010	1 078	1 115	12 131	989	9 585	29 276	2 761	2 074	26 463	9 554	23 303	10 071	1 382	1 499	3 089				146 402		19 772	83 101	79 260	57 963	21 297	3 841		16 341	903
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	204 712																																			204 712	5 159		5 159	199 553				
190	SERVICES D'EDUCATION	120 839														18	12	8	158	75	15	317		410	853	538	872	314	169	11	286				4 056		725	116 058	21 130	7 806	13 324	91 242	3 686		
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIA	26 037											287																						287			25 750	10 573	1 478	9 095	13 785	1 382		
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PER	56 413																	80					178	1 377		290	585	98	15				2 623			53 791	31 198	1 536	29 662		22 593		-1
220	SIFIM																																											
230	CORRECTION TERRITORIALE	27 049																																			30 812	-3 763		-3 763					
999	PRODUIT D'ATTENTE																																											
	Total	4 711 939									30 051	8 960	29 464	10 350	30 840	222 930	23 721	22 145	303 496	82 307	140 320	156 477	13 670	104 538	204 749	46 601	105 491	69 592	35 965	10 626	11 396	46 832			1 710 521		796 303	1 735 815	1 399 723	206 984	1 192 739	308 421	27 671	507 735	-38 435
	Valeur ajoutée brute /PIB				134 014	-33 561	17 172	1 306	73 508		375 881	41 552	48 826	52 430	40 939	41 308	10 022	13 021	67 139	38 785	85 874	173 808	12 040	11 275	187 783	63 857	137 824	136 179	84 874	15 348	40 519	-46 832			1 632 452	1 824 891									
	Rémunération des salariés										1 579	2 744	1 230	2 351	8 383	15 114	3 576	5 679	18 919	10 086	13 165	35 127	2 118	4 419	55 506	26 875	25 445	91 862	47 093	7 218	13 132				391 621	391 621									
	Salaires bruts										1 572	2 740	1 220	2 324	7 540	14 461	3 356	5 176	17 860	8 587	12 688	32 853	1 870	4 145	52 076	23 471	23 488	90 487	46 660	6 590	11 951				371 126	371 126		SOMME DES VALEURS AJOUTEES						1 632 452		CONSOMMATION FINALE		1 735 815
	Contributions sociales effectives										6	3		21	674	523	176	405	847	1 198	380	1 820	205	219	2 744	2 859	1 572	668	347	122	946				15 735	15 735		IMPOTS SUR LES IMPORTATIONS						73 508		F.B.C.F.		507 735
	Contributions sociales imputées										1	1		6	169	130	44	98	212	301	96	454	43	55	686	545	385	707	86	506	235				4 760	4 760		IMPOTS SUR LES EXPORTATIONS						1 306		VARIATIONS DES STOCKS		-38 435
	Impôts sur la production										4	6		43	6 030	2 350	439	402	4 419	400	2 439	7 996	47	605	3 474	10 375	5 793	3 943	70	201	2 482				51 518	51 518		AUTRES IMPOTS SUR LES PRODUITS						151 186		EXPORTATIONS		796 303
	Subventions sur la production																																					SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS						-33 561		IMPORTATIONS		1 176 527
	Excédent brut d'exploitation / revenu mixte										374 298	38 802	47 596	50 036	26 526	23 844	6 007	6 940	43 801	28 299	70 270	130 685	9 875	6 251	128 803	26 607	106 586	40 374	37 711	7 929	24 905	-46 832			1 189 313	1 189 313									
	Effectifs employés par branche										1 004 858	3 366	11 431	7 262	7 274	29 442	195 142	25 215	54 542	4 236	72 074	492 424	37 521	123 678	90 720	9 340	21 494	30 981	51 902	29 222	122 758				2 424 882	2 424 882		PIB						1 824 891		PIB		1 824 891

Annexe 5. 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2012

	Total	Compte B&S	Compte	0S1	0S1005	0S1004	0S1003	0S1002	0S1001	0S1008	Opérations et		0S1008	0S1001	0S1002	0S1003	0S1004	0S1005	0S1	Compte	Compte B&S	Total	
		Ressources	Reste du monde	Economie Totale	isbl	Ménages	Apu_Sécu	IF	SQSnonFin	Unité fictive	soldes comptables		Unité fictive	SQSnonFin	IF	Apu_Sécu	Ménages	isbl	Economie Totale	Reste du monde	Emplois		
Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services	1 170 813	1 170 813									0P7	Importations								1 170 813		1 170 813	Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services
	893 955		893 955								0P6	Exportations									893 955	893 955	
	3 623 264	3 623 264									0P1	Production	0	1 460 717	110 821	317 300	1 703 132	31 294	3 623 264			3 623 264	
	1 864 913			1 864 913	5 645	673 826	97 261	49 343	982 343	56 495	0P2	Consommation intermédiaire									1 864 913	1 864 913	
	219 191	219 191									D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produi	0	0	0	0	0	0	219 191			219 191	
	1 977 542			1 977 542	25 649	1 029 306	220 039	61 478	478 374	-56 495	B01	Valeur ajoutée brute	-56 495	478 374	61 478	220 039	1 029 306	25 649	1 977 542			1 977 542	Compte : II.1.1 Compte d'exploitation
	276 858		276 858								B11	Solde des échanges extérieurs de Biens								276 858		276 858	
Compte : II.1.1 Compte d'exploitation	445 020		25 160	419 860	14 674	84 694	145 964	29 391	145 137	0	0D1	Rémunération des salariés	0	0	0	0	431 025	0	431 025	13 995		445 020	Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires
	228 833		0	228 833	0	1 332	-245	3 113	5 442	0	D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imp	0	0	0	228 833	0	0	228 833	0		228 833	
	219 191		0	219 191	0	0	0	0	0	0	D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produi	0	0	0	219 191	0	0	219 191	0		219 191	
	9 642		0	9 642	0	1 332	-245	3 113	5 442	0	D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la produ	0	0	0	9 642	0	0	9 642	0		9 642	
	1 328 849			1 328 849	10 975	943 280	74 320	28 974	327 795	-56 495	B0A	Revenu d'exploitation	-56 495	327 795	28 974	74 320	943 280	10 975	1 328 849			1 328 849	
Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	56 495			56 495	0	0	0	56 495	0	0	0D400A	Ajustement pour services bancaires imp	56 495	0	0	0	0	0	56 495			56 495	
	622 517		100 763	521 754	0	22 696	19 017	160 591	319 450	0	D4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	0	49 575	226 231	50 473	184 042	17	510 338	112 179		622 517	
	1 977 291			1 977 291	10 992	1 535 651	334 609	38 119	57 920	0	B05	Solde des revenus primaires / Revenu na	0	57 920	38 119	334 609	1 535 651	10 992	1 977 291			1 977 291	
Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu	58 516		38	58 478	0	8 849	0	11 485	38 144	0	0D5	Impôts courants sur les revenus et le cap	0	0	0	58 516	0	0	58 516	0		58 516	Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu
	62 666		88	62 578	0	60 489	0	1 671	418	0	0D6001	Contributions sociales	0	2 810	727	56 272	468	300	60 577	2 089		62 666	
	50 538		3 425	47 113	300	468	42 808	727	2 810	0	0D6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	0	50 538	0	50 538	0		50 538	
	532 085		210 078	322 007	26 749	130 298	82 109	20 522	62 329	0	0D7	Autres transferts courants	0	79 035	57 937	112 637	163 519	34 347	447 475	84 610		532 085	
	2 104 221			2 104 221	18 590	1 550 072	437 117	62 378	36 064	0	B06	Revenu disponible brut	0	36 064	62 378	437 117	1 550 072	18 590	2 104 221			2 104 221	Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature
Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature	130 531			130 531	31 294	0	99 237	0	0	0	0D6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0	130 531	0	130 531			130 531	
	2 104 221			2 104 221	-12 704	1 680 603	337 880	62 378	36 064	0	B07	Revenu disponible ajusté	0	36 064	62 378	337 880	1 680 603	-12 704	2 104 221			2 104 221	
Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	0										B06	Revenu disponible brut	0	36 064	62 378	437 117	1 550 072	18 590	2 104 221			2 104 221	Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu
	1 793 383			1 793 383	31 294	1 459 483	302 606	0	0	0	0P3	Dépense de consommation finale									1 793 383	1 793 383	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0D8	Ajustement pour variation des intérêts d	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	310 838			310 838	-12 704	90 589	134 511	62 378	36 064	0	B08	Epargne brute	0	36 064	62 378	134 511	90 589	-12 704	310 838			310 838	
	150 179		150 179								B12	Solde des opérations courantes avec l'ex								150 179		150 179	
Compte : III.1 Compte de capital	504 447			504 447	564	120 732	141 063	42 253	199 835	0	P51	Formation Brute de capitale Fixe									504 447	504 447	Compte : III.1 Compte de capital
	-43 430			-43 430	0	-2 905	486	0	-41 011	0	P52	Variation de stocks									-43 430	-43 430	
	0		0	0	0	-13 952	0	3 233	10 719	0	AN2	Actifs non produits										0	
	0										0D9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	0	875	12 753	63 066	70 109	16 300	163 103	0		163 103	
	0										0D9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	-15 612	0	0	-15 612	-147 491		-163 103	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0DZ	Opérations transitoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	0										B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'éparg	0	36 939	75 131	181 965	160 698	3 596	458 329	2 688		461 017	
	0		2 688	-2 688	3 032	56 823	40 416	29 645	-132 604	0	B09	Capacité ou besoin de financement	0	80	0	71 814	1	0	71 895	0		71 895	Compte : III.2 Compte financier
Compte : III.2 Compte financier	71 902		0	71 902	0	1	71 821	0	80	0	F	Acquisition nette d'actifs financiers...	0	0	0	7	0	0	7	0		7	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	AF1	Or monétaire et DTS										0	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	AF2	Monnaie et dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	50		0	50	0	0	50	0	0	0	AF3	Titres autres que les actions	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	51 069		0	51 069	0	1	50 988	0	80	0	AF4	Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	20 783		0	20 783	0	0	20 783	0	0	0	AF5	Actions	0	0	0	7	0	0	7	0		7	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	AF6	Réserves techniques d'assurances	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	AF7	Autres instruments financiers	0	0	0	0	0	0	0	0		0	

Annexe 5. 6: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2011

	Total	Compte B&S Ressources	Compte Reste du monde	0S1 Economie Totale	0S1005 isbl	0S1004 Ménages	0S1003 Apu_Sécu	0S1002 IF	0S1001 SQSnonFin	0S1008 Unité fictive	Opérations et soldes comptables		0S1008 Unité fictive	0S1001 SQSnonFin	0S1002 IF	0S1003 Apu_Sécu	0S1004 Ménages	0S1005 isbl	0S1 Economie Totale	Compte Reste du monde	Compte B&S Emplois	Total	
Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services	1 176 527	1 176 527									0P7	Importations								1 176 527		1 176 527	Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services
	796 303		796 303								0P6	Exportations									796 303	796 303	
	3 342 973	3 342 973									0P1	Production	0	1 412 460	100 294	322 342	1 480 206	27 671	3 342 973			3 342 973	
	1 710 521			1 710 521	5 841	590 583	109 195	40 733	917 337	46 832	0P2	Consommation intermédiaire									1 710 521	1 710 521	
	192 439	192 439									D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produ	0	0	0	0	0	0	192 439			192 439	
	1 824 891			1 824 891	21 830	889 623	213 147	59 561	495 123	-46 832	B01	Valeur ajoutée brute	-46 832	495 123	59 561	213 147	889 623	21 830	1 824 891			1 824 891	Compte : II.1.1 Compte d'exploitation
	380 224		380 224								B11	Solde des échanges extérieurs de Bien								380 224		380 224	
Compte : II.1.1 Compte d'exploitation	410 675		19 055	391 620	12 659	80 367	140 014	23 921	134 659	0	0D1	Rémunération des salariés	0	0	0	0	401 322	0	401 322	9 353		410 675	Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires
	243 957		0	243 957	0	3 004	4 805	9 408	34 301	0	D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imp	0	0	0	243 957	0	0	243 957	0		243 957	
	192 439		0	192 439	0	0	0	0	0	0	D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produ	0	0	0	192 439	0	0	192 439	0		192 439	
	51 518		0	51 518	0	3 004	4 805	9 408	34 301	0	D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la proc	0	0	0	51 518	0	0	51 518	0		51 518	
	1 189 314			1 189 314	9 171	806 252	68 328	26 232	326 163	-46 832	B0A	Revenu d'exploitation	-46 832	326 163	26 232	68 328	806 252	9 171	1 189 314			1 189 314	
Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	46 832			46 832	0	0	0	46 832	0	0	0D400A	Ajustement pour services bancaires im	46 832	0	0	0	0	0	46 832			46 832	
	553 181		157 433	395 748	0	27 862	7 376	44 215	316 295	0	D4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	0	125 550	106 406	27 421	228 646	0	488 023	65 158		553 181	
	1 926 868			1 926 868	9 171	1 408 358	332 330	41 591	135 418	0	B05	Solde des revenus primaires / Revenu	0	135 418	41 591	332 330	1 408 358	9 171	1 926 868			1 926 868	Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu
Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu	52 159		0	52 159	0	23 382	0	3 551	25 226	0	0D5	Impôts courants sur les revenus et le c	0	0	0	52 159	0	0	52 159	0		52 159	
	62 774		0	62 774	0	62 774	0	0	0	0	0D6001	Contributions sociales	0	2 756	537	59 401	80	0	62 774	0		62 774	
	72 798		1 601	71 197	0	2 075	68 831	0	291	0	0D6002	Prestations sociales autres qu'en natur	0	0	0	0	72 507	0	72 507	291		72 798	
	434 196		162 774	271 422	26 349	65 092	87 399	40 370	52 212	0	0D7	Autres transferts courants	0	52 837	46 712	93 866	160 940	36 934	391 289	42 907		434 196	
	2 048 045			2 048 045	19 756	1 488 562	381 526	44 919	113 282	0	B06	Revenu disponible brut	0	113 282	44 919	381 526	1 488 562	19 756	2 048 045			2 048 045	Compte : II.3 Compte de redistribution du
Compte : II.3 Compte de redistribution du	137 531			137 531	27 671	0	109 860	0	0	0	0D6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0	137 531	0	137 531			137 531	
	2 048 045			2 048 045	-7 915	1 626 093	271 666	44 919	113 282	0	B07	Revenu disponible ajusté	0	113 282	44 919	271 666	1 626 093	-7 915	2 048 045			2 048 045	
Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	0										B06	Revenu disponible brut	0	113 282	44 919	381 526	1 488 562	19 756	2 048 045			2 048 045	Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu
	1 735 815			1 735 815	27 671	1 399 723	308 421	0	0	0	0P3	Dépense de consommation finale									1 735 815	1 735 815	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0D8	Ajustement pour variation des intérêts d	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	312 230			312 230	-7 915	88 839	73 105	44 919	113 282	0	B08	Epargne brute	0	113 282	44 919	73 105	88 839	-7 915	312 230			312 230	Compte : III.1 Compte de capital
	157 070		157 070								B12	Solde des opérations courantes avec l'								157 070		157 070	
Compte : III.1 Compte de capital	507 735			507 735	6 303	96 222	202 217	15 656	187 337	0	P51	Formation Brute de capitale Fixe									507 735	507 735	
	-38 435			-38 435	0	-14 911	0	0	-23 524	0	P52	Variation de stocks									-38 435	-38 435	
	0		0	0	0	-5 602	2 672	888	2 042	0	AN2	Actifs non produits										0	
	0										0D9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	0	4 884	12 525	49 132	61 185	16 055	143 781	0		143 781	
	0										0D9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	-12 936	0	0	-12 955	-130 826		-143 781	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0DZ	Opérations transitoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	0										B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épar	0	118 166	57 444	109 301	150 024	8 140	443 056	26 244		469 300	
	0		26 244	-26 244	1 837	74 315	-95 588	40 900	-47 689	0	B09	Capacité ou besoin de financement	0	74	-37 695	-10 898	4	0	-48 515	-3 501		-52 016	Compte : III.2 Compte financier
Compte : III.2 Compte financier	-52 016		-3 501	-48 515	0	4	-10 898	-37 695	74	0	F	Acquisition nette d'actifs financiers...	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	AF1	Or monétaire et DTS										0	
	3		0	3	0	0	3	0	0	0	AF2	Monnaie et dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	23		0	23	0	0	23	0	0	0	AF3	Titres autres que les actions	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	-53 324		-3 501	-49 823	0	4	-12 206	-37 695	74	0	AF4	Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	1 282		0	1 282	0	0	1 282	0	0	0	AF5	Actions	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	AF6	Réserves techniques d'assurances	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	AF7	Autres instruments financiers	0	0	0	0	0	0	0	0		0	

Annexe 6: Aperçu méthodologique

La comptabilité nationale fournit une évaluation complète de toutes les activités économiques qui se sont déroulées dans un pays au cours d'une période donnée. Les comptes nationaux sont élaborés suivant une méthodologie internationale énoncée dans le système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN). Le SCN est «l'ensemble internationalement accepté de recommandations sur la manière de traiter les mesures de l'activité économique». Il s'articule autour de «concepts, de définitions, de classifications et de règles comptables internationalement acceptés » et de comptes macroéconomiques donnant une image complète et cohérente de l'économie. Il existe actuellement dans sa version révisée de 2008, mais il est mis en œuvre dans sa version de 1993 par la plupart des pays.

Toutefois, compte tenu des structures économiques très variées des pays et des difficultés de disponibilité des données statistiques au niveau le plus détaillé possible, le SCN admet une certaine flexibilité donnant la possibilité à chaque pays d'adapter certains concepts et nomenclatures. Ainsi, comme pour les comptes nationaux de 2012 (avec pour année de base 2007), la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision (DCNP) a adopté une méthodologie concernant les nomenclatures, les loyers imputés, la consommation du capital fixe de l'administration publique, la production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), la production du secteur informel et les statistiques du commerce extérieur.

A- Les nomenclatures

L'utilisation des nomenclatures dans la production des comptes nationaux est indispensable ; en effet, elles facilitent le traitement des données et l'analyse des comptes économiques.

Il existe deux grandes catégories de nomenclatures internationales:

- Les nomenclatures de concepts propres au SCN : il s'agit de quatre nomenclatures standards décrites par le SCN et utilisées comme telles par l'ensemble des pays. Elles concernent les secteurs institutionnels, les opérations, les autres flux et les stocks ;
- Les nomenclatures extérieures au SCN : les plus fréquemment utilisées en comptabilité nationale, soit en les adaptant aux réalités économiques de chaque économie, soit par des tables de passage, sont la Classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI), la Classification Centrale des Produits (CPC) et le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH).

Les nomenclatures des activités et des produits officiellement utilisées par le Togo sont la nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) et la nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT (NOPEMA). La NAEMA et la NOPEMA sont des adaptations respectives de la Classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) dans sa troisième révision.

Pour les travaux des comptes nationaux, il importe de mettre en place des nomenclatures de travail dérivées des nomenclatures nationales ou internationales en vigueur. Ainsi, pour la

série des comptes nationaux de 2007 à 2012 ayant pour année de base 2007, les nomenclatures d'activités et des produits ont été agrégées par rapport à celles qui ont été utilisées pour les comptes nationaux de 2000. Ainsi, les nomenclatures de travail des comptes nationaux comptent 44 branches d'activité au niveau 2 et 91 produits au niveau 3 (les plus détaillés), y compris le SIFIM, les corrections territoriales et les produits d'attente.

B- Démarche d'élaboration des comptes nationaux

L'élaboration des comptes nationaux a pour objectif l'estimation de la valeur de l'ensemble des biens et services créés au sein d'une économie au cours d'une année donnée et du revenu qui s'en dégage. Cette valeur ambivalente est appelée Produit intérieur brut (PIB). L'estimation de cette valeur se fait selon un processus qui comprend quatre principales étapes:

- la mise en place des nomenclatures et de la stratégie d'élaboration des comptes nationaux;
- la collecte et le traitement des sources des données;
- l'élaboration proprement dite (équilibres ressources-Emplois et les comptes de branches et Matrices de qui à qui);
- la synthèse (TEI, TRE et TCEI).

Démarches d'élaboration

La première étape est réalisée lors de l'élaboration de l'année de base qui elle-même est renouvelée théoriquement tous les dix ans. Elle consiste en: (i) la mise en place de toutes les classifications, (ii) l'identification des sources de données potentielles (recensement des faits économiques) et (iii) le choix de la base statistique des comptes nationaux. C'est l'occasion d'adaptation des nomenclatures internationales au contexte du pays.

La seconde étape permet la collecte, le traitement et la mise en forme des données conformément au cadre central et aux concepts définis dans le manuel du SCN et ses adaptations. Elle permet aussi la mise en cohérence de chaque source de données.

L'élaboration proprement dite comprend essentiellement les travaux analytiques. Ces derniers consistent en la conduite des travaux sur les équilibres ressources-emplois (ERE) par produit ; les comptes de branche d'activité (CB) tels que retenues dans les nomenclatures adoptées et les matrices de « qui à qui » des secteurs institutionnels (opérations de transferts entre secteurs). Pour ces différentes opérations, l'outil ERETES a été utilisé. Ainsi chaque étape de travail est traduite en activités réalisées.

Activités réalisées

Travaux de l'étape 1

- Mise au point des nomenclatures (activités, produits, secteurs, opérations) ;
- Identification des sources des données ;
- Choix de l'année de base ;
- Choix de la géométrie des comptes à produire (phase de mise en œuvre du SCN 93).

Travaux de l'étape 2

- Collecte des données sources ;
- Traitement des données sources qui se traduit par les opérations suivantes:
  - ✓ Saisie ;
  - ✓ Codification ;
  - ✓ Apurement des fichiers ;
  - ✓ Transcription des données dans les concepts de la comptabilité nationale ;
  - ✓ Mise en forme pour le chargement dans une base de données ERETES.
- Travaux transversaux qui consistent en la préparation des données de certaines variables telles que la consommation finale, la formation brute de capital fixe, l'emploi, etc.

Travaux de l'étape 3

- Mise en cohérence interne de chaque source de données ;
- Travaux analytiques qui concernent :
  - ✓ L'élaboration des équilibres ressources–emplois de chaque produit de la nomenclature adoptée ;
  - ✓ L'élaboration des comptes de branche (compte de production et d'exploitation) ;
  - ✓ L'élaboration des opérations de répartition entre secteurs institutionnels.
- Synthèse intermédiaire qui est l'analyse critique des résultats obtenus qui se fait variable par variable, opération par opération.

Cette étape se fait de manière itérative afin de faire converger les résultats des différentes approches utilisées. Selon la qualité des résultats, elle peut être répétée trois à quatre fois.

Travaux de l'étape 4

- Synthèse globale de tous les travaux qui doit aboutir à la sortie des tableaux prévus par le cadre central du SCN : Tableau des Ressources et Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI);

- Travaux post synthèse (reporter les arbitrages faits lors de la synthèse au niveau détaillé) ;
- Préparation de la publication.

Difficultés rencontrées

L'élaboration des comptes nationaux nécessite la disponibilité des données sources désagrégées avec des niveaux suffisamment détaillés des informations. Pour les travaux des comptes nationaux de 2011, les principales difficultés rencontrées sont les suivantes:

- L'accès aux données statistiques dans les délais raisonnables ;
- La difficulté d'obtention des données sous un format facilement exploitable ;
- Le manque de moyens financiers pour la réalisation des certaines études thématiques ;
- L'instabilité du personnel en charge de l'élaboration des comptes nationaux ;
- L'insuffisance de moyens financiers et matériels pour la production des comptes nationaux.

C- Estimations de quelques agrégats

Loyers imputés

Selon le SCN 93, les loyers imputés désignent la partie non marchande des services de logement produits pour leur propre consommation par les propriétaires-occupants. La valeur des loyers imputés a été obtenue à partir des résultats de l'enquête QUIBB 2006 concernant la rubrique des dépenses de loyer qu'auraient dû payer les ménages non locataires.

Le calcul de la Consommation du Capital fixe de l'administration publique

La CCF est estimée, pour les administrations publiques dans leur ensemble, à partir d'une série longue (les 15 dernières années) de FBCF des administrations publiques et du déflateur du PIB. Les 15 années correspondent à la durée de vie moyenne des investissements de l'administration publique (tous produits confondus). Le déflateur du PIB est choisi comme une variable proxy du déflateur de la FBCF, ce dernier n'étant pas disponible.

La CCF est alors donnée par la quinzième somme des FBCF des 15 dernières années, réévaluées aux prix de l'année en cours. Finalement, la CCF est répartie par branche, produit et secteur des APU, proportionnellement à la somme des autres coûts.

La production du secteur informel

Pour les besoins de la comptabilité nationale, la Division des comptes nationaux et de la prévision a réalisé en 2009, une enquête légère sur quelques activités du secteur informel à Lomé afin de disposer de la structure de production des unités informelles. Les résultats de cette enquête ont été complétés au besoin par celui de l'enquête 1-2-3 sur le secteur informel réalisée en 2001 dans la capitale.

La production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les institutions sans but lucratif sont des unités légales ou sociales, créées dans le but de produire des biens ou des services, auxquelles leur statut interdit d'être une source de revenu, de profit ou d'autre gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) se compose de syndicats, de groupements professionnels, de sociétés savantes, des associations des consommateurs, de partis politiques, des églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais pas contrôlées par les administrations publiques), des clubs sociaux, culturels, récréatifs et sportifs, des organismes de charité et associations de bienfaisance etc.

En vue de mesurer leur apport à la création de la richesse nationale, une enquête a été réalisée en 2009 auprès de 242 ONG. La base de sondage utilisée est le répertoire de 325 ONG en activité au Togo élaborée par le PNUD en 2006. L'approche « boule de neige » a également été utilisée. L'évaluation de cette contribution passe par l'identification de ces institutions, la collecte et le traitement des données statistiques dont elles disposent.

La production des ONG est mesurée par la somme des coûts de production (consommation de biens et services, rémunération des salariés, consommation de capital fixe). Il a été supposé de plus que les dépenses liées aux projets se répartissent en dépenses de FBCF, dépenses de consommations intermédiaires et dépenses de rémunération des salariés. Ainsi, la production de chaque ONG est mesurée par la somme de ses coûts de production (y compris une estimation de la consommation de capital fixe évaluée à partir de la FBCF de l'année courante). Cette production est ensuite répartie par produit, à partir des déclarations des ONG concernant leurs domaines d'activités.

Les statistiques du commerce extérieur

Dans le souci de cerner l'ensemble des contours des flux commerciaux informels et de consolider les statistiques du commerce extérieur, l'ex-DGSCN a réalisé au cours de l'année 2010, une enquête pilote sur les flux commerciaux transfrontaliers non enregistrés ou flux informels avec la Commission de l'UEMOA. Les résultats de cette enquête pilote d'une durée de deux semaines qui s'est déroulée seulement sur les corridors des frontières du Togo avec le Bénin et le Burkina Faso ont été exploités pour l'élaboration des comptes nationaux en ce qui concerne les statistiques du commerce extérieur. Les résultats sont utilisés pour les arbitrages dans la réalisation des équilibres ressources et des emplois (ERE).

Le calcul de la production de la construction

La branche « Construction » dans la nomenclature de travail des comptes nationaux du Togo comporte deux (02) produits à savoir « Travaux publics » et « Construction de bâtiments ». C'est l'ensemble de ces produits qu'on appelle communément « Bâtiments et Travaux publics » (BTP).

Pour l'évaluation de la production de la branche, la principale source utilisée est les déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises qui exercent dans la branche « Construction ». Mais l'évaluation de la formation brute de capital fixe (FBCF) en

« Construction » provient de la demande de BTP des différents secteurs institutionnels. Les sources utilisées pour évaluer cette demande sont :

- Pour les administrations publiques
  - ✓ Le budget d'investissement et d'équipement (BIE) pour les données concernant l'Etat ;
  - ✓ Les DSF des administrations de sécurité sociale ;
  - ✓ Le budget des collectivités locales.
- Pour les sociétés (financières et non financières) : les DEC2080 et les DSF.
- Pour les ménages, la demande est déterminée à partir des données de l'enquête QUIBB 2006 où le module N (DEPENSES MOINS COURANTES DE CONSOMMATION) du questionnaire comporte une rubrique intitulée « Dépenses de construction de maison au cours des 12 derniers mois ». Les dépenses évaluées sont celles des fournitures de construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.) et la main d'œuvre (services de maçon, peintre, menuisier, plombier, électricien, carreleur, charpentier, soudeur, etc.).

Par ailleurs, les dépenses d'auto construction des ménages ont été également évaluées sur la base d'hypothèses.

Il importe de noter que la production de construction pour compte propre des ménages, en l'absence d'un marché, doit être évaluée aux coûts de production. Cependant, la construction pour compte propre des ménages ne fait probablement pas intervenir l'utilisation d'équipements et de matériaux lourds et en conséquence, la valeur de la consommation de capital fixe peut être négligée. L'évaluation de la production par les coûts intègre la valeur totale du travail fourni, même s'il est fourni à titre gratuit.

Les hypothèses retenues sont donc les suivantes :

- ✓ Les dépenses d'auto construction sont essentiellement le fait des ménages ruraux ;
- ✓ Pour estimer la taille des ménages ruraux, on part de l'estimation de la population totale et de la population rurale ;
- ✓ Connaissant la taille moyenne des ménages, on divise la population rurale par cette taille pour connaître l'effectif des nouveaux ménages ;
- ✓ L'effectif des nouveaux ménages est supposé égal au nombre de nouveaux logements construits.

Ainsi, la formation brute du capital fixe en construction de bâtiment de l'informel comprend la valeur actualisée des données de l'enquête QUIBB 2006 augmentée de l'auto construction des ménages. L'actualisation des données est faite à travers l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) des différents produits qui entrent dans la construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.).

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

La valeur des SIFIM est égale à la valeur des revenus de la propriété à recevoir par les intermédiaires financiers moins les intérêts qu'ils ont à payer. Pour les sociétés financières, la valeur des SIFIM est égale aux intérêts à recevoir moins les intérêts à payer.

GLOSSAIRE

Activité principale

L'activité principale d'une unité de production est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toute autre activité exercée dans l'unité (le produit de l'activité principale doit comprendre des biens et des services qui peuvent être livrés à d'autres unités, bien qu'ils puissent aussi servir à la propre consommation ou à la propre formation de capital du producteur).

Activité secondaire

Une activité secondaire est une activité exercée au sein d'une unité de production unique, en plus de son activité principale et dont le produit, comme celui de l'activité principale, doit pouvoir être livré hors de l'unité de production.

Administrations publiques (comme unités institutionnelles)

Le secteur des administrations publiques comprend des unités institutionnelles qui, en plus des tâches qu'elles assument quant à la mise en œuvre des politiques publiques et à la régulation de la vie économique, produisent pour l'essentiel des services (et parfois des biens) non marchands destinés à la consommation individuelle ou collective, et qui redistribuent le revenu et la richesse.

Administrations de sécurité sociale

Les administrations de sécurité sociale peuvent être distinguées par le fait qu'elles ont une organisation séparée des autres activités des administrations publiques, et qu'elles détiennent des actifs et des passifs séparément de ces dernières ; ce sont des unités institutionnelles distinctes parce qu'il s'agit de fonds autonomes, qu'elles ont leurs propres actifs et leurs propres passifs, et qu'elles s'engagent dans des opérations financières pour leur propre compte.

Administrations locales

Les administrations locales sont des unités institutionnelles dont le pouvoir fiscal, législatif et exécutif s'étend sur les plus petits des territoires géographiques distingués à des fins administratives et politiques.

Dans le contexte du Togo, les administrations publiques locales correspondent aux communes et aux préfectures.

Aides à l'investissement

Les aides à l'investissement sont des transferts en capital, effectués en espèces ou en nature, par des administrations publiques à d'autres unités institutionnelles résidentes ou non résidentes pour financer, en partie ou en totalité, les coûts de leurs acquisitions d'actifs fixes.

Autres transferts courants

Les autres transferts courants comprennent les primes et les indemnités nettes d'assurance-dommages, les transferts courants entre différents types de services des administrations publiques, généralement situés à des niveaux différents d'administration, ainsi qu'entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques étrangères et d'autres transferts courants, comme ceux qui se produisent entre ménages.

Autres transferts en capital

Les autres transferts en capital comprennent tous les transferts en capital, à l'exclusion des impôts en capital et des aides à l'investissement; ils comprennent, entre autres, les annulations de dettes effectuées par accord réciproque entre créanciers et débiteurs.

Besoin/Capacité de financement

La capacité de financement est le montant net dont dispose une unité ou un secteur pour financer, directement ou indirectement, d'autres unités ou d'autres secteurs ; c'est le solde du compte de capital et il est défini comme : (l'épargne nette plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer) moins (la valeur des acquisitions moins les cessions d'actifs non financiers, moins la consommation de capital fixe) ; une capacité de financement négative est également appelée "besoin de financement".

Biens

Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché ; s'il existe une demande, c'est que les biens peuvent être utilisés pour satisfaire les besoins des ménages ou de la communauté ou pour produire d'autres biens ou d'autres services.

Branche d'activité

Une branche d'activité se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activité de production ou dans des types similaires ; la classification des activités productives utilisée dans le SCN93 est la troisième révision de la classification internationale type par industrie (CITI Rev 3). La toute dernière révision de la CITI est la CITI révision 4 qui est prise en compte dans le SCN 2008.

Consommation de capital fixe

La consommation de capital fixe représente la réduction de la valeur des actifs fixes utilisés dans la production au cours de la période comptable, qui résulte de la détérioration physique, de l'obsolescence normale ou des dommages accidentels normaux.

Consommation finale

La consommation finale regroupe les biens et les services utilisés par les ménages ou par la société dans son ensemble pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs.

Consommation finale effective des administrations publiques

La consommation finale effective des administrations publiques est mesurée par la valeur des services de consommation collectifs (par opposition aux services de consommation individuels) fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensembles de la collectivité ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en soustrayant la valeur des transferts sociaux en nature à payer.

Consommation finale effective des ISBLSM

Il n'y a pas de consommation finale effective des ISBLSM parce que, en pratique, la plupart de leurs services sont individuels par nature et, donc, pour simplifier, tous les services des ISBLSM sont traités comme individuels, par convention (comme des transferts sociaux en nature).

Consommation finale effective des ménages

La consommation finale effective des ménages vise à mesurer la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, qu'ils aient été achetés ou transférés par des administrations publiques ou des ISBLSM, et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en ajoutant les transferts sociaux en nature à recevoir.

Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire correspond à la valeur des biens et des services consommés en entrée d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme une consommation de capital fixe ; les biens et les services peuvent être soit transformés, soit détruits par le processus de production.

Contribution à la croissance

La croissance du PIB peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes : dépenses de consommation des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages et des administrations publiques, investissement, variations de stocks et solde commercial.

Dans les cas simples, agrégats en valeur notamment, la contribution d'une composante à un agrégat (le PIB par exemple) est égale au produit du taux de croissance de cette composante par son poids dans l'agrégat à la période précédente.

Pour les volumes aux prix de l'année précédente chaînés, concept de volume selon lequel sont publiés les comptes nationaux, le calcul précédent s'applique aux comptes annuels en prenant l'évolution de la composante en volume chaîné et le poids en valeur (le cas des variations de

stocks étant toutefois particulier). Pour les comptes trimestriels, les particularités du chaînage font que le calcul précédent ne fournit qu'une approximation. Celle-ci est généralement suffisante mais les contributions calculées ainsi ne sont pas additives.

Déflateur

C'est un indicateur statistique permettant d'éliminer l'illusion inflationniste qui gonfle artificiellement la valeur des biens et services. Il est égal au rapport entre le PIB nominal et le PIB réel.

Dépense de consommation finale des administrations publiques

La dépense de consommation finale des administrations publiques consiste en la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les administrations publiques à la fois à des biens et des services de consommation individuels, et à des services de consommation collectifs.

Dépense de consommation finale des ISBLSM

La dépense de consommation finale des ISBLSM comprend la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ISBLSM résidentes à des biens et des services de consommation individuels.

Dépense de consommation finale des ménages

La dépense de consommation finale des ménages est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ménages résidents à des biens et des services de consommation individuels, y compris à ceux vendus à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Dépense finale

La dépense finale regroupe la dépense de consommation finale et la formation brute de capital fixe.

Dépense imputée

Certaines opérations qu'il est souhaitable d'inclure dans les comptes ne se réalisent pas en termes monétaires et ne peuvent donc pas être mesurées directement ; dans de tels cas, une valeur conventionnelle est imputée à la dépense correspondante (les conventions varient d'un cas à l'autre et sont décrites dans le SCN comme il convient).

Excédent d'exploitation

L'excédent d'exploitation mesure l'excédent ou le déficit issu de la production, avant que soient pris en compte les intérêts, les loyers ou les charges analogues, que l'entreprise doit payer sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits qu'elle a empruntés ou loués, et les intérêts, les loyers ou les recettes analogues, que l'entreprise doit recevoir sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits dont elle est propriétaire ; (noter que dans les entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, cette rubrique s'appelle "revenu mixte").

Exportations de biens et de services

Les exportations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des résidents à des non-résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Formation brute de capital

La formation brute de capital est mesurée par la valeur du total de la formation brute de capital fixe, des variations des stocks, et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

Formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est mesurée par la valeur totale des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certaines additions à la valeur des actifs non produits (tels que les gisements ou des améliorations majeures de la quantité, de la qualité ou de la productivité de la terre) réalisées par l'activité productive des unités institutionnelles.

Importations de biens et de services

Les importations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des non-résidents à des résidents. Le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Impôt sur un produit

Par impôt sur un produit, il faut entendre un impôt dû par unité d'un bien ou d'un service donné ; il peut correspondre à un montant monétaire déterminé par unité de quantité ou être calculé sous la forme d'un pourcentage déterminé du prix unitaire ou de la valeur du bien ou du service échangé.

Impôts

Les impôts sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par les unités institutionnelles à des administrations publiques ; ils sont dits "sans contrepartie" parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l'unité individuelle qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, individuellement ou collectivement ou à la communauté dans son ensemble.

Indicateur de pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat est la capacité d'un ménage à consommer grâce à son revenu disponible. Il fait généralement référence aux biens et services que ce ménage peut acheter dans son pays de résidence suivant l'unité monétaire encours. C'est la quantité de biens et services qu'une unité monétaire ou une somme donnée permet d'acquérir.

Le pouvoir d'achat du revenu - par exemple le salaire - est la quantité moyenne de biens et services que ce revenu permet d'obtenir.

Cette capacité à consommer se mesure par l'indicateur de pouvoir d'achat qui est le rapport entre l'indice du revenu et l'indice des prix.

Indice de prix

Un indice de prix est une moyenne des variations relatives des prix d'un ensemble déterminé de biens et de services entre deux périodes.

Indice de quantité

Un indice de quantité est construit à partir d'informations sur les quantités telles que le nombre ou le poids total de biens ou le nombre de services ; l'indice de quantité n'a aucune signification économique s'il repose sur l'addition de quantités non commensurables entre elles, bien qu'il soit souvent utilisé comme substitut à un indice de volume.

Institutions sans but lucratif

Les institutions sans but lucratif sont des entités juridiques ou sociales créées dans le but de produire des biens ou des services, dont le statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou d'autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comprennent les ISBL qui ne sont pas contrôlées et principalement financées par les administrations publiques et qui fournissent aux ménages des biens ou des services gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Ménage

Un ménage est un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie, ou la totalité, de leur revenu et de leur patrimoine et qui consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement de la nourriture et des services de logement.

En comptabilité nationale, les ménages sont un secteur institutionnel regroupant l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de consommer et éventuellement de produire dans le cadre des entreprises individuelles.

Les unités institutionnelles du secteur des ménages sont des personnes physiques disposant d'une autonomie de comportement en tant que consommateurs ou producteurs (entrepreneurs individuels). Leurs ressources principales sont constituées de la rémunération des facteurs de production, des transferts des autres secteurs et de la vente de biens et services marchands par les entrepreneurs individuels.

Prix c.a.f.

Le prix c.a.f. (c'est-à-dire coût, assurance et fret) est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur, y compris les frais d'assurance et de transport encourus jusqu'à ce point ou le prix d'un service fourni à un résident, avant paiement des éventuels droits ou autres impôts sur les importations et des marges commerciales et de transport à l'intérieur du pays. Dans le SCN93, ce concept n'est appliqué qu'aux importations détaillées.

Prix constants

Les mesures à prix constants sont obtenues en partageant directement les variations dans le temps de la valeur des flux ou des stocks de biens et de services en deux composantes reflétant les variations des prix des biens et des services concernés, et les variations de leurs volumes (c'est-à-dire les variations "à prix constants") ; le terme à prix constants renvoie généralement à des séries qui utilisent une formule de Laspeyres à base fixe.

Prix d'acquisition

Le prix d'acquisition correspond au montant payé par l'acquéreur, en excluant toute TVA déductible ou tout impôt déductible similaire, pour prendre livraison d'une unité d'un bien ou d'un service au moment et au lieu choisis par lui ; le prix d'acquisition d'un bien inclut tous les frais de transport payés séparément par l'acquéreur pour en prendre livraison au moment et au lieu requis.

Prix de base

Le prix de base est le montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de tout impôt à payer et augmenté de toute subvention à recevoir, sur cette unité, du fait de sa production ou de sa vente ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix du marché

Le prix du marché pour les transactions est le montant de monnaie que l'acheteur paie au vendeur pour acquérir un bien lorsque cet échange s'effectue de plein gré entre deux parties indépendantes.

Prix du producteur

Le prix du producteur est le montant que le producteur reçoit de l'acheteur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de toute TVA ou de tout impôt déductible similaire, facturé à l'acquéreur ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix f.a.b.

Le prix f.a.b. (franco à bord) des exportations et des importations de biens est le prix du marché déterminé en un point uniforme (la frontière douanière de l'économie exportatrice) ; il est égal au prix c.a.f. moins les frais d'assurance et les coûts de transport des biens entre la frontière douanière du pays exportateur (importateur) et celle du pays importateur (exportateur).

Production marchande

La production marchande est celle qui est vendue à des prix économiquement significatifs ou écoulée autrement sur le marché ou bien qui est destinée à être vendue ou écoulée sur le marché.

Production non marchande – autre

L'autre production non marchande est constituée de biens et de services individuels ou collectifs produits par les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ou par les administrations publiques, et qui sont fournis gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs, à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble ; ce type de production représente l'une des trois grandes catégories de production du SCN, les deux autres étant la production marchande et la production pour usage final propre.

Production pour usage final propre

La production pour usage final propre est constituée des biens et services qui sont retenus par les propriétaires des entreprises dans lesquelles ils sont produits, et qui sont destinés à un usage final propre à ces propriétaires.

Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB correspond à l'ensemble des biens et services produits sur le territoire national quelle que soit la nationalité des producteurs.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique de la production

Dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de base plus tous les impôts sur les produits diminués des subventions.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique des dépenses

Dans l'optique des dépenses, le PIB se définit comme étant égal au total des dépenses finales aux prix d'acquisition (y compris la valeur f.a.b des exportations de biens et services) moins le total des importations des biens et des services valorisées franco à bord (f.a.b.).

Produit Intérieur Brut, dans l'optique du revenu

Dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la rémunération des salariés, plus les impôts, moins les subventions, sur la production et les importations, plus le revenu mixte brut, plus l'excédent d'exploitation brut.

Rémunération des salariés

La rémunération des salariés est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doivent verser les entreprises aux salariés en contrepartie du travail accompli par ces derniers au cours de la période comptable.

Reste du monde

Le reste du monde comprend toutes les unités institutionnelles non résidentes qui effectuent des opérations avec des unités résidentes ou qui ont d'autres relations économiques avec les unités résidentes.

Revenu mixte

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus de la propriété

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature au sens de la Comptabilité nationale

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement constituent des montants qui sont versés à l'entreprise à titre définitif, généralement par des collectivités territoriales. Il n'y a donc aucune obligation de remboursement.

Secteurs Institutionnels

Les différents secteurs regroupent :

- Les sociétés non financières (SNF)
- Les sociétés financières (SF)

Les administrations publiques (APU)

- Les ménages et entrepreneurs individuels (Ménages)
- Les Institutions privées Sans But Lucratif (ISBL) au service des Ménages.

L'économie nationale comprend toutes les unités institutionnelles qui résident sur le territoire économique d'un pays, c'est-à-dire qui exercent des activités économiques sur ce territoire pendant plus d'un an. Les unités résidentes réalisent avec les unités non résidentes des opérations qui sont retracées dans le compte du reste du monde (RDM).

SCN (Système de comptabilité nationale)

Le Système de comptabilité nationale (SCN) se compose d'une série cohérente de comptes macro-économiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvés au plan international.

Secteur informel

Le secteur informel peut se caractériser, d'une façon générale, comme étant constitué d'unités de production qui opèrent typiquement à petite échelle, avec un faible niveau d'organisation, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production et avec l'objectif premier de créer des emplois et d'engendrer des revenus pour les personnes concernées ; pour les besoins statistiques, le secteur informel est défini en fonction des circonstances nationales comme un ensemble d'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, qui produisent au moins quelques produits pour le marché mais qui ont soit moins d'un nombre spécifié de salariés et/ou qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale ; l'enregistrement peut se référer, par exemple, à l'inscription prévue par les obligations fiscales ou des cotisations de sécurité sociale ou d'autres dispositions administratives.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) sont une mesure indirecte de la valeur de services d'intermédiation financière fournis pour lesquels les intermédiaires ne recourent pas à une facturation explicite.

Subventions

Les subventions sont des paiements courants sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou des valeurs des biens et des services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Taux de couverture

Dans le commerce extérieur, le taux de couverture des importations est le rapport entre les exportations et les importations.

Taux de croissance réel du PIB

Le taux de croissance réel du PIB est l'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie; le rythme de création de sa richesse. Il s'obtient par le rapport entre les PIB constants de l'année n et de l'année n – 1.

Taux de pénétration

Dans le commerce extérieur, le taux de pénétration exprime le rapport entre les importations et les ressources totales.

Taux d'ouverture de l'économie

Le taux d'ouverture de l'économie est le rapport entre la moyenne des importations et des exportations d'une part, et le PIB d'autre part, pour une période donnée.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est un impôt sur les produits collecté par étapes par les entreprises ; la TVA est un impôt de portée très large généralement conçue pour couvrir la plupart, voire la totalité, des biens et des services mais les producteurs sont obligés de verser seulement la différence entre la TVA sur leurs ventes et la TVA sur leurs achats destinés à la consommation intermédiaire ou à la formation de capital alors que la TVA n'est généralement pas facturée sur les ventes aux non-résidents (c'est-à-dire sur les exportations).

Transfert

Un transfert est une opération par laquelle une unité institutionnelle fournit un bien, un service ou un actif à une autre unité, sans recevoir en contrepartie de cette dernière un bien, un service ou un actif.

Transferts en nature

Ce sont des échanges qui existent entre les secteurs institutionnels résidents. Ils sont versés aux ménages par les APU et les ISBL.

Transferts sociaux en nature

D'une part, ils enregistrent les prestations sociales en nature, qui comprennent à la fois les prestations pour lesquelles le ménage bénéficiaire ne supporte aucune dépense, et les prestations pour lesquelles il effectue la dépense initiale avant d'être remboursé. D'autre part, ils enregistrent le transfert des biens et des services non marchands individuels, comme les services d'éducation, qui ne sont pas inclus dans les prestations sociales en nature. Dans la nomenclature des opérations de répartition, l'ensemble de ces opérations fait partie des transferts sociaux en nature.

Unité institutionnelle

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

L'unité institutionnelle est la plus petite unité d'observation dans le SCN. Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels.

Valeur ajoutée brute

La valeur ajoutée brute correspond à la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire ; elle constitue la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur ; la valeur ajoutée brute est la source d'où proviennent les revenus primaires tels que les définit le SCN, et est donc reportée dans le compte de distribution primaire du revenu.